



Rapporteurs :Monsieur M LE MAIRE, Monsieur DESBATS et Monsieur CHAUVET

**RAPPORT SUR LES ORIENTATIONS BUDGETAIRES
PROPOSEES AU BUDGET PRIMITIF 2019**

Table des matières

Préambule

I.	Le cadre d'évolution prévisionnelle des dépenses et recettes	5
A.	Le contexte stratégique béglais.....	5
B.	Le contexte économique et financier.....	6
1.	Le contexte macro économique.....	6
2.	La trajectoire des Finances Publiques	8
3.	Le contexte métropolitain.....	9
C.	Présentation des engagements pluri annuels de la commune	10
1.	Les concours financiers de l'Etat.....	10
2.	La fiscalité directe locale	10
3.	La tarification des services rendus	11
4.	Les subventions pour appuyer des politiques spécifiques.....	11
D.	Principales évolutions relatives aux relations financières entre la commune et Bordeaux Métropole.	11
1.	Le Pacte Fiscal et Financier.....	11
2.	Transferts de compétences et mutualisations.....	12
3.	L'impact financier des transferts et mutualisations.....	13
E.	Evolution 2015-2018 des dépenses réelles de fonctionnement (se reporter au chapitre VI) .	14
F.	Evolution 2015-2018 des recettes réelles de fonctionnement.....	16
G.	Evolution des niveaux d'épargne brute, nette à la fin de l'exercice 2018	17
II.	Les grandes lignes du Budget Primitif 2019	19
A.	Section de fonctionnement	19
1.	Les principales recettes	19
2.	Les principales dépenses	22
B.	Section d'investissement	25
1.	Les orientations en matière de dépenses d'investissement.....	25
2.	Le budget recettes	26
III.	Présentation de la vision prospective 2019-2023	27
A.	Hypothèses en matière d'évolution des dépenses et recettes.....	27
1.	Dépenses de fonctionnement	27
2.	Recettes de fonctionnement.....	27
3.	Evolution des niveaux d'épargne	29

B.	Hypothèses en matière de programmation d'investissements	29
C.	Equilibre financier prévisionnel.....	32
IV.	Structure et gestion de l'encours de dette	32
A.	Profil d'amortissement de l'encours de dette actuel.....	32
B.	Composition de la dette selon les typologies d'emprunts.....	34
C.	Orientation pour la dette en 2019	34
V.	Budget annexe « Régie des transports »	36
VI.	Rapport au Conseil municipal sur les orientations budgétaires en matière de dépenses de personnel.....	39

Préambule

L'article L2312-1 du Code Général des Collectivités territoriales prévoit que dans les communes de plus de 3.500 habitants, le Maire présente au Conseil Municipal, dans un délai de 2 mois précédant l'examen du budget primitif, un rapport sur les orientations budgétaires, les engagements pluriannuels de la commune ainsi que sur la structure et la gestion de la dette.

Ce rapport donne lieu à un débat au conseil municipal, dont il est pris acte par une délibération spécifique et doit être transmis au représentant de l'Etat.

Il doit faire l'objet d'une mise à disposition du public et d'une publication sur le site internet de la ville.

Le décret D.2312-3 du CGCT ainsi que la circulaire préfectorale en date du 31 janvier 2019 précisent qu'il comporte les informations suivantes :

- 1- Les évolutions prévisionnelles des dépenses et des recettes en fonctionnement et en investissement,
Les hypothèses d'évolution en fonctionnement comme en investissement retenues pour construire le Budget doivent être précisées.
- 2- La présentation des engagements pluriannuels, les orientations envisagées en matière de dépenses et de recettes d'investissement et, le cas échéant, les orientations en matière d'autorisation de programme
- 3- Des informations relatives à la structure et à la gestion de l'encours de dette contractée, et les perspectives pour le projet de budget. Elles présentent notamment le profil de l'encours de dette que vise la commune pour la fin de l'exercice auquel se rapporte le projet de budget.

Les orientations fixées aux 1°, 2°, et 3° devront permettre d'évaluer l'évolution prévisionnelle du niveau d'épargne brute, nette et de l'endettement à la fin de l'exercice auquel se rapporte le projet de budget.

En outre, le rapport comporte, dans les communes de plus de 10.000 habitants, une présentation de la structure et de l'évolution des dépenses de personnel et des effectifs.

Ce rapport ne constitue qu'un stade préliminaire à la procédure de l'élaboration budgétaire et ne comporte pas de caractère décisionnel.

Nous verrons tout d'abord le contexte économique et financier national, tel qu'il a été présenté dans la loi de programmation des finances publiques 2018-2022 et la loi de finances 2019, et leurs impacts prévisibles sur la métropole et la commune.

Ensuite seront abordées la situation des finances de la ville au 31 décembre 2018, les orientations générales pour les cinq prochaines années, constituant l'horizon de notre prospective, puis les grandes lignes du budget primitif 2019 et de son budget annexe des transports.

I. Le cadre d'évolution prévisionnelle des dépenses et recettes

A. Le contexte stratégique béglais

Le rapport d'orientations budgétaires s'inscrit bien évidemment dans une démarche d'analyse financière, rétrospective et prospective qui permet de piloter notre ville en fonction de ses capacités financières sur lesquelles repose la réalisation du projet politique de l'équipe municipale.

Les évolutions gouvernementales initiées en 2014 et la forte pression exercée sur nos recettes notamment la perte de dotations de l'Etat ainsi que les transferts de charges, pas ou partiellement compensés, nous ont alertés sur notre capacité à le mettre en œuvre.

Nous avons voulu anticiper, et c'est le pilotage à moyen terme initié par le Pacte Citoyen Béglais dès 2015, que nous vous proposons de continuer et travailler ensemble.

Une première phase aux conséquences brutales sur nos moyens a permis de nous réinterroger et de confirmer nos priorités : l'éducation, citoyenneté active via le sport et la culture notamment, l'inclusion sociale et la petite enfance, la participation citoyenne sont et demeurent le socle de notre politique.

Nous avons donc dans ce premier temps de réflexion, concentré nos efforts sur ces secteurs, au cœur de nos priorités et renforcé nos liens avec nos partenaires institutionnels et associatifs pour développer ensemble notre action politique en développant de nouvelles façons de faire, faire avec ou faire faire.

C'est ainsi qu'au cours des 3 dernières années, nous avons pu dégager des marges de manœuvre budgétaires significatives à hauteur d'environ 1,5 M€ (près de 5% des dépenses réelles de fonctionnement).

La deuxième phase des Lois de Programmation des Finances Publiques nous amène aujourd'hui à aller plus loin. Plutôt que l'envisager sous l'angle d'une nouvelle contrainte, ce qu'elle est indéniablement, nous nous sommes saisis de cette opportunité pour prolonger cette réflexion en y associant les Béglais directement ou via les travaux de l'Assemblée Citoyenne Béglaise.

C'est une démarche originale, inédite de par la dimension de son périmètre et sa forme.

C'est ainsi que nous avons lancé une vaste enquête en fin d'année, auprès des béglais, pour connaître leurs avis et leurs attentes, sur l'ensemble des services publics locaux conçus et organisés pour une population dont les modes de vie ont évolué au rythme des années.

Notre objectif est de repenser le service public local en concertation avec les citoyens pour garantir un haut niveau de satisfaction, un accès juste pour tous aux services et une meilleure accessibilité.

Les résultats de ce sondage inédit sont éloquentes et témoignent d'un très haut niveau de satisfaction : 86 %. Il précise par ailleurs les adaptations à apporter pour que le service public local réponde toujours mieux aux modes de vie d'aujourd'hui : un accès facilité aux services municipaux et une qualité d'entretien des espaces publics renforcés.

Le deuxième enseignement de cette consultation nous révèle que 42% des sondés sont volontaires pour donner un peu de temps libre bénévolement afin d'aider les équipes municipales à faire fonctionner les services ou les équipements. Ils contribueraient ainsi à l'intérêt général, plutôt que voir l'équipe municipale contrainte à relever les taux d'imposition, réinterrogeant l'équilibre entre les contribuables et les usagers.

C'est l'esprit béglais qui s'exprime : attaché à ses services publics, fidèle à la tradition de solidarité individuelle et collective, et historiquement participatif qui s'exprime chaque jour dans nos quartiers, dans nos associations....

Nous devons nous emparer de cette opportunité pour que les contraintes financières ne gouvernent pas, afin que nous continuions ensemble, à construire la ville de demain.

B. [Le contexte économique et financier](#)

1. [Le contexte macro économique](#)

Zone Euro

- Le ralentissement s'accroît fin 2018

Suite à une nette embellie en 2017, avec un taux de croissance à 2,5%, la croissance de la zone euro s'est considérablement affaiblie en 2018. Après deux trimestres au ralenti, elle a davantage chuté au troisième trimestre (+0,2%). La prévision du 4^{ème} trimestre est attendue en légère hausse à +0,3%, ce qui porterait la croissance en rythme annuel à 1,8%.

Au dernier trimestre, la croissance est entrée en territoire négatif en Italie et plus encore en Allemagne en raison du ralentissement de la production industrielle, notamment automobile avec l'entrée en vigueur des nouvelles normes antipollution.

La détérioration de l'environnement international, marqué par les tensions commerciales et géopolitique entre la Chine et les Etats-Unis, les difficultés des pays émergents et l'incertitude croissante entourant le Brexit ont largement contribué à dégrader les indicateurs avancés des exportations, prenant totalement à rebours le paradigme prévalant en 2017.

En 2019, la croissance n'est attendue qu'à 1,6% voire 1,2% selon les prévisions de la Caisse d'Epargne.

- Une normalisation très graduelle de la politique monétaire

Après avoir été négative début 2016, l'inflation était demeurée très faible en 2016 (0,2%). Portée par la remontée progressive du prix du pétrole, l'inflation est repartie à la hausse en 2017 (1,5% sur l'année). Elle a ainsi dépassé l'objectif de la BCE jusqu'à atteindre 2,2% en

octobre sous l'effet de la hausse des cours du pétrole. Leur chute en fin d'année, dans une conjoncture moins porteuse conduit à réviser l'inflation 2018 en zone euro à 1,8% et les prévisions d'inflation 2019 à 1,5%.

La banque centrale a jusqu'ici maintenu ses taux directeurs inchangés et a annoncé qu'elle ne les relèvera pas avant l'été 2019.

Face à l'accumulation d'incertitudes, la BCE, dont les décisions sont guidées par l'évolution de l'inflation, pourrait cependant retarder son calendrier de normalisation de la politique monétaire.

France :

- Un rebond temporaire de la croissance attendu en 2019

Après une croissance vigoureuse de 2,3% en 2017, la dynamique économique s'est fortement affaiblie en 2018, s'expliquant par la faiblesse du pouvoir d'achat des ménages, atteint par la hausse simultanée de l'inflation et de la fiscalité sur l'énergie et le tabac. Le mouvement des « gilets jaunes » qui a éclaté mi-novembre devrait exercer un impact négatif sur la consommation privée comme sur l'investissement des entreprises au dernier trimestre.

La croissance ne devrait pas dépasser 1,7% en 2018.

Les mesures sociales prises par le gouvernement (gel de la fiscalité sur l'énergie et le carburant en 2019, défiscalisation des heures supplémentaires et augmentation de la prime d'activité) conjuguées à la chute des prix du pétrole observée en fin d'année devraient soutenir la consommation et la croissance désormais attendue à 1,6 à 1,7 % en 2019.

Sous l'impact de réformes structurelles favorables à la création d'emplois (CICE, pacte de responsabilité et de solidarité), le niveau de chômage a continué à baisser en 2018 atteignant 8,9% (Eurostat), un niveau légèrement inférieur au niveau structurel estimé par la Commission Européenne à 9,1%.

- Ralentissement de l'inflation

Affectée comme le reste du monde par la remontée des prix du pétrole, l'inflation française a largement dépassé celle de la zone euro tout au long de l'année 2018 (2,1% contre 1,8%), boostée par la fiscalité sur l'énergie et le tabac. Les mesures en faveur du pouvoir d'achat des ménages prises par le gouvernement suite au mouvement social (suspension des hausses de taxes sur les carburants en 2019, gel des tarifs de l'électricité et du gaz jusqu'en juin), associées au recul des prix du dollar sous les 60€ le baril devrait réduire l'inflation 2019 entre 1,3 à 1,5 %, revenant ainsi au niveau de 2017.

Cette moindre inflation devrait redonner du pouvoir d'achat aux ménages qui constitue le moteur traditionnel de la croissance en France, en panne en 2018.

- Le maintien de bonnes conditions de crédit

Les conditions de crédit demeurent accommodantes tant pour les entreprises que pour les ménages. Ces derniers bénéficient de taux de crédit au logement à nouveau historiquement bas (1,5%).

2. La trajectoire des Finances Publiques

Sortie officiellement en juin 2018 de la procédure européenne de déficit excessif ouverte à son encontre en 2009, la France fait face depuis à une dégradation de ses finances publiques. En septembre, les révisions méthodologiques appliquées par l'Insee conduisant notamment à requalifier SNCF Réseau en administration publique depuis 2016, ont légèrement détérioré le déficit public (passé de 2,6% à 2,7%) et considérablement alourdi la dette publique, qui a atteint le niveau record de 98,7% en 2017.

Si le projet de loi de finances 2019 initial prévoyait une dégradation temporaire du déficit, de -2,6% de PIB en 2018 à -2,9% en 2019, le budget voté fin décembre 2018 prévoit désormais une détérioration plus importante à -2,7% en 2018 et -3,2% en 2019, en raison du mouvement des « gilets jaunes ». Ce qui nous repositionne au-delà des seuils tolérés par Bruxelles.

Le Gouvernement a en effet dû renoncer aux recettes attendues de la fiscalité sur le carburant et l'énergie, et consentir à des mesures sociales (revalorisation de la prime d'activité en 2019, défiscalisation et suppression des cotisations sociales sur les heures supplémentaires et sur la prime annuelle exceptionnelle, annulation de la hausse de 1,7 point de CSG pour 30% supplémentaires de retraités). Le coût total est estimé à 11 MM€ (milliards d'euros), financé partiellement à hauteur de 4 milliards mobilisant notamment les entreprises à travers la mise en place d'une taxe sur les GAFA, et le report de la baisse de l'impôt sur les sociétés de plus de 250 M€ de chiffre d'affaires.

En conséquence, la dette devrait continuer de croître pour atteindre 99,5% en 2019 et frôler 100% du PIB en 2020.

La loi de finances 2019 s'inscrit dans la continuité de la Loi de Programmation des Finances Publiques 2018-2022 qui pose les règles de restriction des dépenses de fonctionnement et les incitations au maintien du niveau d'investissement ; elle présente également la deuxième tranche de baisse de la taxe d'habitation. A ce titre, elle précède le projet de loi sur la réforme de la fiscalité locale prévu courant 2019 qui permettra aux candidats aux élections locales de 2020 de savoir dans quel cadre financier ils pourront inscrire leur programme.

Ce qu'il faut retenir :

- Des transferts financiers de l'Etat aux Collectivités en hausse (de 104,6 MM€ à 111,4 MM€). Cette hausse de 6,5% par rapport à la LFI 2018 tient principalement à la 2^{nde} vague du dégrèvement progressif de la taxe d'habitation pour 80% des ménages les plus modestes (4,8 MM€). Le dynamisme de ces transferts financiers depuis plusieurs années est dû à la croissance continue des dégrèvements et de la fiscalité transférée, dont l'évolution est liée aux réformes législatives successives.

- Les concours financiers de l'Etat en quasi stabilité à 48,6 MM€ (Dotation générale de décentralisation –DGD-, la dotation d'équipements des Territoires Ruraux – DGTR-, la dotation de soutien à l'investissement local –DSIL-, et la dotation générale d'Equipements –DGE-).
- Un niveau de DGF stabilisé en 2019 à 26,9 MM€, maintenu par le Gouvernement à son niveau de 2018, en contrepartie du dispositif de contractualisation. La DSU et la DSR augmentent dans le projet de 90 M€ chacune. Ces augmentations survenant dans le cadre d'une enveloppe « normée » donc identique, l'augmentation de l'effort de péréquation est intégralement supportée par les communes elles-mêmes.
- Une baisse limitée de 0,159 MM€ des variables d'ajustement. Pour le bloc communal, la minoration portera sur les fonds départementaux de la péréquation de taxe professionnelle (FDPTP).

Une pression exercée sur l'évolution des dépenses des collectivités et de la maîtrise de son endettement, même si Bègles ne fait pas partie des collectivités contraintes par la contractualisation.

3. Le contexte métropolitain

Les grands équilibres financiers 2018-2022 s'inscrivant dans un taux de progression annuel maximum des dépenses de fonctionnement ciblées de 1,35% contractualisé avec l'Etat, la Métropole subit le double effet d'une **atonie des recettes** et d'un **besoin de financement de ses investissements soutenus sur la période**.

Au-delà du respect des objectifs qui seront assignés par l'Etat dans le cadre de la contractualisation, les équilibres budgétaires pluriannuels sont basés sur les propositions suivantes :

- Maintien en l'Etat du Pacte Fiscal et Financier signé en 2015 avec les communes,
- Absence de hausse de la fiscalité,
- Respect de l'enveloppe budgétaire retenue en Bureau pour la négociation du CODEV4,

Si les dotations de fonctionnement de la Métropole apparaissent toujours plus contraintes, avec une nouvelle année de baisse de l'enveloppe de dotations de -2,6M€ en 2019 (-4,68%), les autres recettes de fonctionnement bénéficieront de la dynamique « population » :

- Augmentation des produits fiscaux (hors versement Transport et TEOM) de 7,5 M€ en 2019 +2,3%. (Il s'agit principalement des impôts économiques, ménage, taxe de séjour, jeux et paris)
- Taxe Ordures Ménagères: +2 M€
- Le budget annexe transports bénéficiera de l'apport du produit des FPS (estimés à 5 M€) en complément du Versement Transport,
- Une augmentation des attributions de compensation de fonctionnement liées à l'intégration de nouvelles communes dans la mutualisation, à de nouveaux transferts (département), en compensation des coûts transférés.

Les dépenses reposent sur les tendances suivantes :

- La limitation des charges à caractère général à 0,8% en moyenne annuelle,

- Le gel des subventions allouées aux organismes de droit privé jusqu'en 2022,
- La limitation de la croissance de la masse salariale, en contingentant la hausse des effectifs à 25 recrutements nets en 2019 puis de 45, au-delà
- Le maintien de l'enveloppe de subventions aux communes, négociées au titre du CODEV4, sur le niveau contractualisé en 2015.
- Ajustement des subventions d'équilibre aux budgets annexes à concurrence de 1,35 maximum,

Contraint par la quasi-diminution par deux de l'autofinancement prévisionnel au cours de la période, et par la limitation du recours à l'emprunt pour rester dans la trajectoire « indicative » de désendettement, le budget principal d'investissement prévoit **460 M€ en moyenne de 2018 à 2022**.

In fine, la capacité de désendettement passerait pour le budget principal de **1,8 an fin 2018 à 9,18 années en 2022**, constituant une amélioration par rapport à celle anticipée lors du ROB 2018.

Pour la Métropole, cette prospective est doublement satisfaisante en ce que :

- Le désendettement ne franchit pas la barre des 7% durant le mandat,
- Il ne franchit pas non plus la barre des 12% à l'horizon 2022

C. [Présentation des engagements pluri annuels de la commune](#)

1. [Les concours financiers de l'Etat](#)

La commune de Bègles perçoit une Dotation Globale de Fonctionnement se décomposant en deux enveloppes :

- La Dotation Forfaitaire (2,461 M€ en 2018)
- La Dotation de Solidarité Urbaine (0,721 M€ en 2018)

L'évolution de l'enveloppe normée ne touchant pas directement les communes, l'enveloppe de la Dotation Globale de Fonctionnement est annoncée stable durant la période 2018-2022.

2. [La fiscalité directe locale](#)

L'équipe municipale a affiché à cet égard une continuité de la politique précédente et s'est engagée, aux côtés de l'ensemble de la majorité municipale, au maintien des engagements pris en début de mandat relatifs à la fiscalité : le maintien des taux des trois taxes.

Sur fond de suppression programmée de la Taxe d'Habitation par le Gouvernement, le Conseil Municipal en septembre 2017 a voté un nouveau pacte fiscal, reposant sur des principes sociaux affirmés en lien avec le Développement Durable : l'attention aux faibles revenus et aux personnes précaires, la volonté de mobiliser le parc de logements, une urbanisation raisonnée, et l'encouragement des initiatives en faveur de l'écologie.

3. La tarification des services rendus

Le désengagement de l'Etat de nombreuses politiques (culture, sport, ville, ...) amène à devoir repenser les participations respectives du citoyen et de l'utilisateur dans le financement du service rendu.

La généralisation du principe de l'indexation des tarifications sur le coût réel du service rendu s'impose progressivement dans l'ensemble des tarifs municipaux en l'accompagnant d'un correctif fonction du quotient familial.

Ces éléments sont confirmés par la récente analyse menée « du Pacte Citoyen Béglais » ainsi que celle concernant la réflexion engagée au niveau municipal sur la participation des citoyens au service public

4. Les subventions pour appuyer des politiques spécifiques

Il s'agit pour l'essentiel de soutiens liés aux politiques menées dans le champ socio-culturel et de l'insertion : Petite Enfance, Enfance, et des activités d'animation proposées par l'Estey, dans le cadre de son contrat de projet, renouvelé en 2017 pour la période 2018-2020, et le CCAS.

La Caisse d'Allocations Familiales (CAF) est le principal financeur de ces politiques, y compris dans l'accompagnement des mesures prises en 2014 concernant les rythmes scolaires, pour ce qui est du financement des nouvelles activités périscolaires et des centres de loisirs.

A l'occasion du renouvellement du contrat de territoire voté par le Conseil fin 2018 pour la période 2018-2022, l'option a été retenue d'une plus grande intégration de nos politiques sectorielles en faveur de l'Enfance et de la Petite Enfance, comme proposé par notre partenaire.

La Ville a décidé en 2018 de suivre les conclusions de l'enquête auprès des parents d'élèves de rester sur un rythme scolaire de 4 jours et demi. Ce choix permet de conforter les financements CAF associés aux activités péri et extra scolaires et de maintenir un haut niveau de services.

D. Principales évolutions relatives aux relations financières entre la commune et Bordeaux Métropole.

1. Le Pacte Fiscal et Financier

Le Pacte Fiscal et Financier signé en 2015 entre la métropole et les 28 communes fixe les principes régissant :

- **La répartition des produits et des charges sur le territoire** : l' Attribution de Compensation traduit la répartition et les modalités d'exercice des compétences entre la métropole et les communes (notamment la contrepartie des transferts de charges et de compétences mis en œuvre depuis la

loi MAPTAM) ; le reversement d'une partie des taxes d'urbanisme reflète la recherche d'une adéquation entre charges supportées et perception des ressources.

- **La solidarité territoriale** : la Dotation de Solidarité Métropolitaine (DSM) constitue un moyen de contribuer au rééquilibrage des richesses respectives des communes par la réversion d'une partie de la croissance du produit fiscal communautaire, selon des critères à dominante péréquatrice.

La métropole assure la répartition du Fonds de Péréquation Inter Communal (FPIC) et en prend en charge la franchise pour les communes les plus défavorisées.

- **Les outils d'intervention sur les projets d'investissement** : en co-développement via les enveloppes fixes du CODEV, pour le soutien aux projets structurants des communes , ou en pouvoir d'arbitrage des communes sur les fonds métropolitains destinés aux investissements de proximité (FIC). Au total 51 fiches figurent au CODEV 4 (2018/2020) pour un montant de participation de la métropole sur la durée du contrat de 42.882.000 €

Le R.O.B. de la métropole prévoit un maintien en l'état du Pacte signé en 2015.

2. Transferts de compétences et mutualisations

Initiés par Bordeaux Métropole en 2014 en application des lois NOTRe et MAPTAM visant à positionner les compétences des Collectivités Territoriales à l'échelon institutionnel optimal pour l'exercice leur mise en œuvre, ou à les mutualiser pour en améliorer l'efficacité.

En 2017, la ville a réaffirmé son engagement en faveur de la poursuite de la mise en œuvre de services communs ou le transfert de nouvelles compétences, dont on rappelle les étapes déjà réalisées :

2015 :

- Aire d'Accueil des Gens du Voyage
- Concessions de Réseaux (électricité)
- Politique de la Ville

2016 :

- Régularisation de la compétence Voirie
- Aires de stationnement
- Gestion des Milieux Aquatiques et la Prévention des Inondations (GEMAPI)
- Mutualisation Cycle 1 : Systèmes d'Information

2017 :

- Equipements d'Intérêt Métropolitain : Musée de la Création Franche
- Tourisme Fluvial : le Port de plaisance
- Centre de Formation des Sportifs de Haut Niveau : le rugby professionnel
- Mutualisation Cycle 2 : Entretien des Espaces verts et espaces publics
- Mutualisation Cycle 2 : Commande Publique et gestion des assurances
- Mutualisation Cycle 2 : Santé Publique et Environnement

2018 :

- Mutualisation Cycle 3 : Service Finances, transférable au PT Sud en deux temps :
 - Exécution budgétaire au 01/01/2018
 - Construction budgétaire au 01/01/2020

Les cycles 1 à 4 ont permis à une soixantaine d'agents de rejoindre les services communs de la Métropole, l'essentiel des effectifs correspondant aux services de la propreté et des espaces verts.

En 2018, la commune a décidé d'un moratoire dans la mutualisation de nouveaux services.

En 2019 est engagé un processus d'étude de périmètres dans le cadre du cycle 5 (prise d'effet au 1^{er} janvier 2020), incluant les champs suivants:

- Services Techniques,
- Entretien de la Plaine des Sports (régularisation)
- Service instructeur du droit des sols
- Reprographie (extension domaine Numérique)
- Affaires juridiques

Au niveau de Bordeaux Métropole, de nouveaux transferts de compétences seront étudiés en 2019 notamment celui de l'éclairage public ou de nouveaux équipements d'intérêt métropolitain.

3. L'impact financier des transferts et mutualisations

Evolution des Attributions de Compensation depuis le début du processus :

		AC initiale:	2 547 244 €		
Années	Nature des transferts/mutualisations	Valorisation	AC totale	ACF	ACI
2015	Aires de stationnement	24 423 €			
2015	Régularisation voirie	1 018 156 €	1 046 929 €		
2015	GEMAPI	4 350 €			
	AC 2015		1 500 315 €		
2016	Tourisme fluvial	184 821 €			
2016	EIM Musée Création franche	23 146 €	1 168 571 €		
2016	Mutualisation cycle 1	960 604 €			
	AC 2016		331 744 €		
2017	Mutualisation cycle 2	2 422 064 €			
2017	Ch. Structures Mutualisation cycle 1	-51 703 €	2 370 361 €		
	AC 2017		-2 038 617 €	-1 414 925 €	-623 692 €
2018	Mutualisation cycle 3	-207 971 €		-207 971 €	
2018	Réduction di coef. De structure/cycle3	120 231 €		120 231 €	
2018	RNS 2016-2017	-1 088 €	-95 532 €	-715 €	-373 €
2018	Ch. Structures Mutualisation cycle 1&2	2 615 €		2 615 €	
2018	Espaces dédiés tous modes de déplacement	-9 319 €		-1 433 €	-7 886 €
	AC 2018		-2 134 149 €	-1 502 198 €	-631 951 €
2019	RNS 2017-2018	21 266 €	21 266 €	28 119 €	-6 853 €
	AC 2019		-2 112 883 €	-1 474 079 €	-638 804 €

Convention de présentation : "-" = charge pour la ville / "+" = recette pour la ville

Depuis le 1^{er} janvier 2017, l'évolution législative a permis à Bordeaux Métropole de distinguer les composantes investissement (ACI) et fonctionnement (ACF) au sein de l'AC calculée, de façon à imputer budgétairement en section d'investissement :

- au niveau de l'EPCI, la charge d'amortissement,
- au niveau communal, le financement à long terme du renouvellement des immobilisations mutualisées.

En 2019, le montant des Attributions de Compensation a seulement été impacté du montant des Révisions de Niveaux de Services (RNS) actées par la Commission Locale d'Évaluation de Charges Transférées (CLETC). Elles valorisent, selon le même mode de calcul qu'initialement, les évolutions en plus ou en moins du niveau de service demandé par la commune au service commun.

L'attribution de compensation globale 2019 n'évoluera qu'en raison des RNS 2017-2018 actées avant fin juin 2018, et s'élèvera à **1.922 K€**. Elle se décompose entre :

- L'Attribution de Compensation de Fonctionnement pour **1.474 K€**,
- L'Attribution de Compensation d'Investissement **639 K€**.

E. [Evolution 2015-2018 des dépenses réelles de fonctionnement \(se reporter au chapitre VI\)](#)

Dans le cadre de la maîtrise de la progression des dépenses publiques visées par la LPFP, trois natures de charges sont visées par un objectif plafond de progression pour les collectivités qui ont l'obligation de contractualiser.

Cependant la ville cherche à maîtriser l'ensemble de l'évolution de ces charges et a lancé depuis 2015 une démarche en ce sens. Il s'agit :

- Des charges à caractère général (chapitre 011)
- Des charges de personnel (chapitre 012),
- Des autres charges de gestion courante (chapitre 65), constituées principalement des frais de fonctionnement des groupes d'élus, des partenariats, et des subventions aux associations.

Evolution des dépenses de fonctionnement					
en k€ CA	2015	2016	2017	2018	Δ moy ou moyenne
Total Charges réelles (hors intérêts)	33 446	32 960	32 311	31 433	-2,0%
Charges à caractère général	8 184	7 865	6 262	6 155	-8,3%
Charges de personnel	19 888	19 789	18 485	18 066	-3,1%
Autres charges de gestion courante	4 490	4 440	4 968	5 026	+4,0%
Atténuation de produits (*)	0	0	1 820	1 502	0%
Péréquation horizontale (FNGIR & FPIC)	150	221	296	231	+18,0%
Autres dépenses	77	119	24	10	-29,0%
Charges d'intérêts de la dette	743	638	565	495	-11,1%
charges induites nouveaux équipements					
Travaux en régie	-86	-112	-109	-52	-13,2%

(*) Retraitement du CA2017: 442 K€ d'AC neutralisés en dépenses et, en recettes, au niveau des reversements de fiscalité

Les évolutions constatées à l'intérieur de ce groupe de proviennent :

- Pour partie des flux massifs de charges relatifs aux services transférés à la métropole, qu'il s'agisse de transferts de compétences ou d'une démarche de mutualisation par le biais de la création des services communs (cf. le tableau précédent).

Ces transferts ont généré la disparition de masses financières essentiellement sur les lignes 011-Charges à caractère général et 012-Charges de personnel. La contrepartie de ces transferts se retrouve :

- Jusqu'en 2016, en diminution des recettes du chap. 073-Reversement de fiscalité (cf. page suivante), tant que la ville percevait une attribution de la Métropole,
- Depuis 2017 en augmentation des dépenses, au chapitre « atténuation de produits », dès lors que l'attribution de compensation est devenue une charge nette pour la Ville.

Ainsi les cycles 1, 2, et 3 concernant une cinquantaine d'agents, ont généré un transfert de masse salariale vers Bordeaux Métropole valorisé à 1.730 K€ en cumul, soit environ 7% du volume.

- Pour partie des efforts engagés depuis le début du mandat notamment, dans le cadre méthodologique tracé par le cabinet Stratorial, et la mobilisation des groupes mixtes élus et fonctionnaires, pour, à partir d'une réflexion sur l'optimisation du service rendu, établir et mettre en oeuvre des propositions pour maîtriser la dépense.

Concernant l'évolution de la masse salariale, le phénomène de Glissement-Vieillesse-Technicité (GVT) constitue une évolution naturelle « mécanique » de la masse salariale liée à l'évolution des rémunérations des agents associée à l'évolution des points d'indice. Elle est mesurée entre 0,6% et 1,0% selon les années.

Enfin, les autres charges de gestion courante, en progression de 4% par an, traduisent de nouvelles charges de partenariat dans le cadre des rythmes scolaires.

Globalement, les charges réelles de fonctionnement (y compris les charges d'intérêt) ont connu une baisse de 2 % en moyenne annuelle sur les trois dernières années, reflétant principalement les transferts métropolitains, dans un contexte d'inflation quasiment nulle. Les efforts de gestion ont permis de compenser en partie la progression de la masse salariale et les nouvelles charges (rythmes scolaires...).

F. Evolution 2014-2018 des recettes réelles de fonctionnement

Evolution des recettes de fonctionnement					
en k€ CA	2015	2016	2017	2018	Δmoy ou moyenne
Total recettes réelles	36 423	35 745	34 798	36 547	
%évolution annuelle	0,86%	-1,86%	-2,65%	5,03%	
Contributions directes	19 043	19 401	19 919	21 638	+4,5%
%évolution annuelle	4,5%	1,9%	2,7%	8,6%	-100,0%
Autres recettes fiscales	1 646	1 681	1 992	2 270	+12,6%
Reversements de fiscalité (*)	4 181	2 079	1 932	1 448	-21,8%
Ressources liées à la péréquation horizontale	209	234	308	241	+5,1%
Produit des services, du domaine et ventes diverses	2 231	2 611	2 903	3 178	+14,2%
%évolution annuelle	13,9%	17,0%	11,2%	9,5%	-100,0%
DGF	4 317	3 615	3 198	3 182	-8,8%
%évolution annuelle	-16,3%	-16,3%	-11,5%	-0,5%	-100,0%
Autres dotations et versements de l'Etat	1 096	894	1 002	1 037	-1,8%
Subventions et participations des partenaires	1 890	3 416	2 048	1 954	+1,1%
remboursements de frais de personnel	181	101	46	82	
Autres recettes	1 629	1 714	1 450	1 517	-2,3%
(*) Dotation de Solidarité Métropolitaine uniquement					
(*) hors produits exceptionnels vente terrains de bray					

Les **contributions directes** totalisent le produit des trois taxes locales (taxe d'habitation –TH-, taxe foncière sur les propriétés bâties– TFPB-, et pour une part beaucoup plus faible la taxe foncière sur les propriétés non bâties – TFPNB-). Avec 60% des ressources de fonctionnement, c'est la ressource principale de financement de l'action publique locale de la commune.

Dans un contexte de stabilité absolue des taux des 3 taxes, c'est à la forte dynamique des bases, aux revalorisations annuelles et aux abattements que l'on doit la progression régulière du produit, auxquelles il faut ajouter, en 2018, des rôles supplémentaires de fin d'année pour 330 K€.

Les **autres recettes fiscales** sont elles aussi en forte croissance (+4,5). L'augmentation provient des droits de mutation (taxe additionnelle aux droits de mutation) qui connaît une embellie depuis plusieurs années, à la suite de la dynamique foncière (prix et volumes), particulièrement en 2017 et 2018.

Les **reversements de fiscalité**, qui, en 2014, représentaient avec 4,3 M€ la troisième nature de recettes en volume, ont été réduits par le phénomène décrit précédemment d'imputation des transferts MAPTAM sur les Attributions de Compensation jusqu'en 2016 inclus. Depuis 2017 seule figure sur cette ligne la Dotation de Solidarité Métropolitaine, dont l'évolution suit la courbe de lissage jusqu'à sa valeur cible en 2019, en application du Pacte Fiscal et Financier le prévoyant.

Les **produits des services et des domaines** enregistrent une hausse significative depuis 2015, avec les recettes liées aux nouveaux rythmes scolaires notamment, qui viennent partiellement contrebalancer les surcoûts occasionnés en personnel et partenariats. Il en est de même des **subventions et participations des partenaires** qui ont tendance à progresser globalement, même si la participation CAF, dont c'est l'année de transition entre 2 contrats enfance-jeunesse est stagnante en 2018.

La **Dotation Globale de Fonctionnement** apparaît globalement stable (-0,5%), entre 2017 et 2018 en cohérence avec les indications du gouvernement mais en baisse de près de 9 % sur la période

Enfin **les autres recettes** ne tiennent compte de la cession du terrain de Bray avec une plus value de cession de quasiment 100% du produit de la vente (1,8 M€) en raison de son caractère exceptionnel affecté en investissement .

Au total, les recettes de fonctionnement présentent une augmentation de 1,9% en rythme annuel soit un rythme supérieur à celui des dépenses (-2%), soit un différentiel favorable de 4%,

G. [Evolution des niveaux d'épargne brute, nette à la fin de l'exercice 2018](#)

L'**épargne de gestion** reflète l'excédent des recettes réelles sur les dépenses réelles de fonctionnement avant prise en compte du remboursement de la dette. Son évolution jusqu'en 2017 illustre un « effet ciseau » subi qui se desserre fortement en 2018 : en raison de la croissance du produit fiscal, et du produit exceptionnel de la vente de Bray.

L'**épargne brute = épargne de gestion – intérêts de la dette**, traduit le solde budgétaire entre la totalité des recettes et la totalité des dépenses réelles de fonctionnement. Le niveau d'épargne brute doit permettre de rembourser la part de remboursement de capital dans l'annuité de dette, afin que l'**épargne nette** soit positive.

Le Pacte de Responsabilité 2012-2017 a eu un impact fort sur les finances communales : la baisse des dotations de l'Etat et le coût non compensé de la mise en œuvre des rythmes scolaires représentaient au total de 8,7 millions d'euros cumulés à la fin de 2017.

Après avoir touché un plus bas en 2017 à 2,5 M€, l'**épargne brute** affiche en 2018 un niveau de 5,1 M€ en rupture forte avec la tendance précédente, principalement dû :

- A la maîtrise des charges en 2018 (-0,8 M€ /2017)
 - Aux produits de fiscalité en hausse (+1,7 M€/2017 dont 0,33 M€ exceptionnels au titre de 2017) et des rôles supplémentaires de TH et FB en 2018
- Se rajoute à cet effort , une plus-value foncière exceptionnelle de 1,8 M€ sur la vente de terrains

La décroissance du stock de dette (sans adjonction de nouvelle depuis 2014) explique la réduction continue des annuités de remboursement.

	Evolution des niveaux d'épargne				
en k€ CA	2014	2015	2016	2017	2018
Total recettes réelles	36 111	36 423	35 745	34 798	36 547
Total dépenses réelles (hors intérêts)	-31 925	-32 703	-32 322	-31 746	-30 938
<i>Reprise du déficit cumulé des Budgets Annexes</i>					
Epargne de gestion	4 186	3 720	3 423	3 052	5 609
Charges d'intérêts de la dette	-829	-743	-638	-565	-495
Epargne brute	3 357	2 977	2 785	2 487	5 114
Remboursement de la dette (*)	-1 807	-4 763	-1 726	-1 616	-1 646
Epargne nette	1 550	-1 786	1 059	871	3 468
(*) Remboursement de 3M€ d'emprunt in fine en 2015					

Pour mémoire, en 2015, apparaît exceptionnellement le remboursement d'un emprunt in fine de 3,0 M€ suite au remboursement par la SAEMCIB de l'avance de trésorerie pour financer l'ORU, faisant passer exceptionnellement l'épargne nette en zone négative.

L'épargne nette ou Marge d'Autofinancement Courant (MAC) ressort à 3,5 M€ en 2018, **Il faut rajouter à ce montant la vente exceptionnelle de Bray(1.8 M€)** qui permet de réalimenter significativement la capacité de financement et affecté en section investissement mais ne sera vraisemblablement pas reproductible.

II. Les grandes lignes du Budget Primitif 2019

A. Section de fonctionnement

1. Les principales recettes

Comme à l'accoutumée, les recettes prévues dans les différents chapitres ci-après répondent à une logique de prudence et prennent en considération, les diverses mesures gouvernementales notamment en matière de fiscalité et de dotations de l'Etat et des relations financières avec la métropole.

a) Chapitre 013 : Atténuation de charges

Il s'agit essentiellement du recouvrement des charges de personnel et des remboursements des charges syndicales. Le montant prévisionnel sur cet exercice est reconduit à **50.000 €**.

b) Chapitre 70 : Produits des services du domaine

Les recettes de ce chapitre correspondent essentiellement aux produits dits de la tarification tels que les encaissements des cantines scolaires, de halte-garderie, crèche, piscine, périscolaire, ainsi que du remboursement des personnels du budget annexe de la régie des transports et des personnels mis à disposition (CCAS, CENSO, CREAC).

Le montant des recettes estimé en 2019 pour ce chapitre est d'environ **3,059 M€** (2,850 M€ en 2018).

c) Chapitre 73 : Impôts et taxes

Ce chapitre est le plus important des recettes réelles de fonctionnement. En effet il est estimé pour l'exercice 2019 à **25,490 M€** (24,620 M€ en 2018), et comprend :

Les contributions directes

Le poste le plus important de ce chapitre est tenu par celui des impositions directes dites ménages (taxe d'habitation, taxe foncière sur les propriétés bâties, taxe foncière sur les propriétés non bâties) dont le montant est estimé en 2019 à **22,460 M€** (21,6 M€ en 2018) dans l'attente de la notification des bases qui nous sera transmise dans le courant du mois d'avril par les services fiscaux. Ce montant devra être corrigé des rôles supplémentaires qui interviendront en 2019.

La revalorisation des valeurs locatives foncières est estimée selon la loi de finances 2019 à 2,2% (supérieur à l'inflation), variation nominale à laquelle il conviendra d'ajouter la variation physique (variation en nombre).

Aucune augmentation de taux n'est envisagée.

La taxe additionnelle aux droits de mutation (DMTO).

Le produit perçu en 2018 s'élève à 1,504 M€ encore plus élevé que celui de 2017 (1,409 M€), et par conséquent très supérieur à ceux de 2016 (1,127 M€) et de 2015 (1,096 M€).

Pour autant, à titre prudentiel, la volatilité du marché immobilier étant toujours difficile à estimer très précisément, nous inscrirons sur l'exercice 2019 le montant de **1,2 M€**.

La Dotation de Solidarité Métropolitaine.

Depuis 2015, Bordeaux Métropole a mis en œuvre un Pacte Financier et Fiscal (PFF) métropolitain dont l'objectif est de réduire les disparités de charges et de recettes entre les communes membres.

L'évolution de la DSM versée par Bordeaux Métropole aux communes évolue en fonction de l'évolution des ressources fiscales élargies et des dotations reçues par la Métropole. Le PFF prévoit pour chaque commune une valeur cible en 2019, ainsi qu'un calendrier de lissage vers cette valeur.

Ainsi pour la ville, la mise en place de ce dispositif entraîne une diminution prévisionnelle de sa DSM la ramenant de 1,490 M€ en 2017 à 1,447 M€ en 2018, puis **1,39 M€** en prévision 2019.

d) 74 : Dotations et Participations

Il s'agit du 2^{ème} chapitre le plus important dans les recettes réelles de fonctionnement. Il s'élève pour 2019 à **6,146 M€**, contre 6,042 M€ en 2018 et 6,4 M€ en 2017.

La DGF constitue la principale recette de ce chapitre.

Elle est composée de la Dotation Forfaitaire et de la Dotation de Solidarité Urbaine.

Il est rappelé que depuis 2015 la Ville n'est plus éligible à la Dotation Nationale de Péréquation qui avait remplacé le Fonds National de Péréquation en 2004, et qui a pour objectif de corriger les insuffisances de potentiel financier (part principale) et de faiblesse de la base d'imposition sur les entreprises (ex-taxe professionnelle, majoration de la part principale), c'est-à-dire de faire de la péréquation sur la richesse fiscale.

Dotation Forfaitaire. Depuis l'exercice 2013 le montant de la dotation forfaitaire ne cesse de diminuer (2013 = 4,724 M€ ; 2014 = 4,420 M€ ; 2015 = 3,664 M€ ; 2016 = 2,962 M€ ; 2017 = 2,506 M€ ; 2018 = 2,461 M€).

Le montant prévisionnel 2019 devrait s'élever à **2,402 M€** soit une baisse de 59 K€ par rapport à 2018.

A l'instar de la Loi de Finances 2018, il est à noter cependant que la LFI2019 n'a pas prévu de nouvelle tranche de prélèvement au titre de la **Contribution au Redressement des Finances Publiques (CRFP)** et que depuis 2017 l'écêtement est plafonné à 1 % des recettes réelles de fonctionnement.

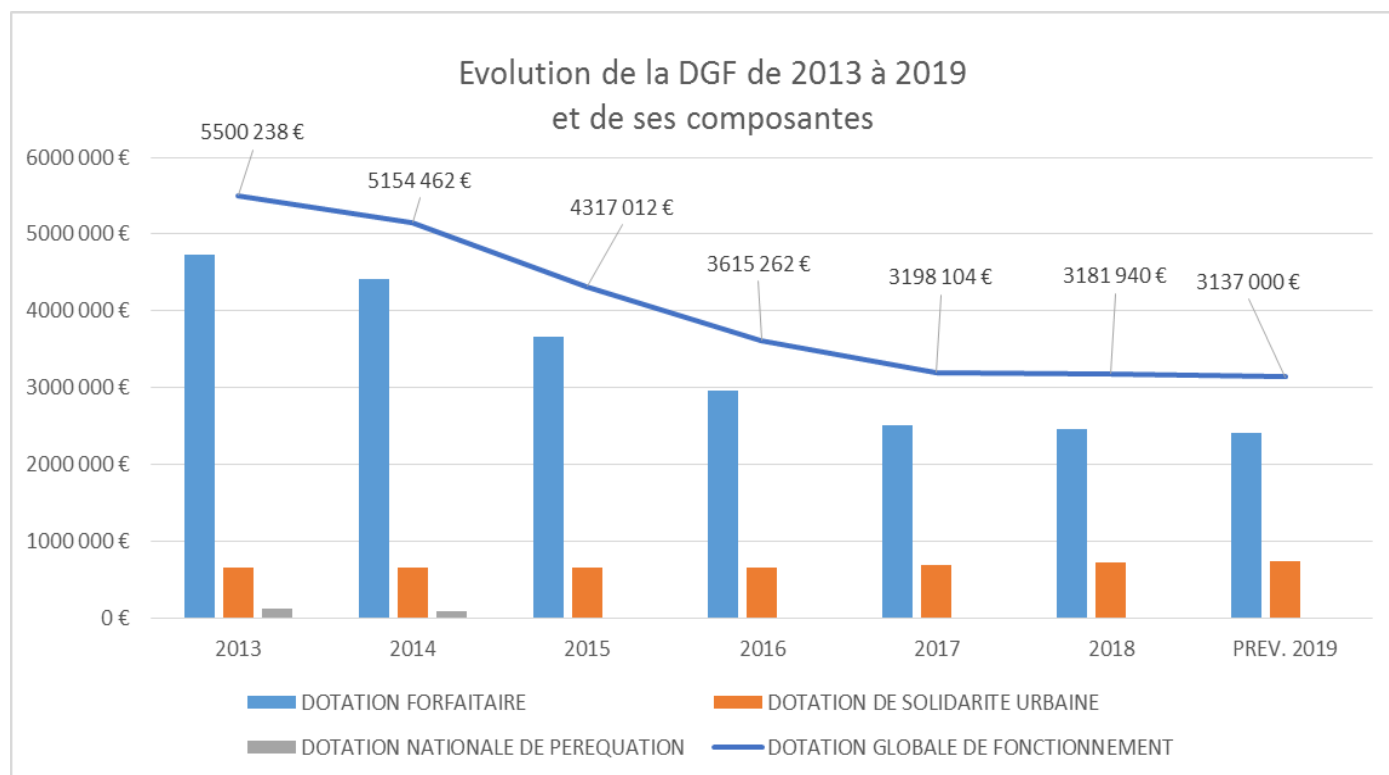
Dotation de Solidarité Urbaine (DSU). La réforme de la DSU a instauré une modification des pondérations de l'indice synthétique des ressources et des charges pour l'éligibilité à la DSU. Ainsi une part plus importante de l'indice est dorénavant accordée au critère du revenu au détriment de celui du potentiel financier.

CRITERES INDICES DSU	Pondération des critères 2016	Pondération des critères LFI 2017
Potentiel financier par habitant	45.00%	15.00%
Part des logements sociaux	15.00%	30.00%
Part des APL dans les logements	30.00%	15.00%
Revenu par habitant	10.00%	25.00%

Depuis la réforme de la DSU de 2017, les augmentations de DSU-DSR des communes et de dotation de péréquation des départements sont traditionnellement financées pour moitié par diminution des variables d'ajustement, et pour moitié au sein même de l'enveloppe de DGF.

Pour la 2nde année consécutive la progression de la péréquation sera financée intégralement au sein de la DGF, avec une hausse de l'enveloppe nationale de 90 M€ en 2019 (identique à 2018) mais sans apport des variables d'ajustement.

Dans cette redistribution, néanmoins, la DSU devrait augmenter en 2019 à **0,735 M€** (contre 0,720 M€ en 2018).



Evolution de la DGF de 2013 à 2019									
Composantes DGF	2013	2014	2015	2016	2017	2018	PREV. 2019	ECART 2019/2018	ECART 2019/2013
DOTATION FORFAITAIRE	4 724 694 €	4 420 074 €	3 664 038 €	2 962 288 €	2 505 952 €	2 461 082 €	2 402 000 €	-59 082 €	-2 322 694 €
DOTATION DE SOLIDARITE URBAINE	652 974 €	652 674 €	652 974 €	652 974 €	692 152 €	720 858 €	735 000 €	14 142 €	82 026 €
DOTATION NATIONALE DE PEREQUATION	122 570 €	81 714 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	-122 570 €
DOTATION GLOBALE DE FONCTIONNEMENT	5 500 238 €	5 154 462 €	4 317 012 €	3 615 262 €	3 198 104 €	3 181 940 €	3 137 000 €	-44 940 €	-2 363 238 €

Ce tableau met en évidence la perte de DGF subie depuis 2013 par la Ville : **11 M€** cumulés sur 6 ans.

Les allocations compensatrices.

Les pertes de ressources résultant des exonérations décidées par la loi sont compensées par l'Etat et actualisées selon les dispositions de la loi de Finance.

Ces compensations s'appliquent sur la Taxe d'Habitation (exonérations accordées à certaines personnes de condition modeste), sur la Taxe Foncière sur les Propriétés Bâties (exonérations sur la base de certains logements situés en zone sensible, exonération de certains locaux faisant l'objet d'un bail à réhabilitation à compter du 1^{er} janvier 2005, exonération de certains immeubles situés en zone franche urbaine (ZFU), sur la taxe foncière sur les propriétés non bâties (exonération de terrains boisés, terres agricoles, terrains situés en site « Natura 2000 ».....) sur la fiscalité professionnelle (dotation unique qui regroupe les quatre allocations qui compensaient la TP.

Les montants des allocations de compensation, ne nous ont pas encore été communiqués par les services de l'Etat, mais au regard des dernières années leur montant prévisionnel est reconduit à **0,8 M€**.

Les autres recettes constituant ce chapitre sont essentiellement des participations de la C.A.F, dans le cadre du Contrat Enfance Jeunesse 2018-2021.

e) Chapitre 75 : Autres produits de gestion courante

Le montant prévu à ce chapitre en 2019 s'élève environ à **1,430 M€** (1,430 M€ en 2018).

La principale recette affectée à ce chapitre correspond à la redevance versée par ERDF dans le cadre de la cession de la Régie d'Electricité pour **1,180 M€**, dont il est acquis que ce montant nous sera rétrocédé par Bordeaux Métropole jusqu'à la fin de la convention signée avec ERDF soit jusqu'en 2021.

Nous attendons également une croissance des revenus immobiliers locatifs à **0,250 M€** (contre 0,2 M€ en 2018).

2. Les principales dépenses

a) Chapitre 011 : Charges à caractère général

Ces dépenses correspondent aux dépenses de fonctionnement dites courantes.

Elles englobent notamment, les fluides (eau, gaz, électricité...) les achats de denrées alimentaires, les contrats de prestations de services, les contrats d'entretien.

Elles sont d'un montant prévisionnel d'environ **6,520 M€** pour 2019 (6,724 M€ au BP2018 et 6,154 M€ en CA 2018).

Aussi l'effort de mutualisation des besoins et d'optimisation budgétaire mené dans le cadre des groupes Stratorial ont permis de réduire leur montant, et d'englober la hausse des consommations d'énergie qui sera sensible en 2019.

b) Chapitre 012 : Charges de personnel

Elles sont d'un montant prévisionnel de **18,850 M€** pour 2019.

Le BP 2019 apparaît en augmentation de près de 0,8 M€ par rapport au CA 2018 (18,065 M€), soit une hausse de 4,35%.

Outre le Glissement-Vieillesse-Technicité, la prévision budgétaire intègre la création du service Prévention-Médiation-Tranquillité dont la police municipale et les évolutions gouvernementales telles que : évolution du SMIC et parcours professionnel, carrières et rémunération, charges patronales.

Pour une analyse complète des évolutions du personnel, en effectifs et en valeur, on se reportera au rapport particulier en matière d'analyse des ressources humaines. (Cf. Chapitre VI.)

c) Chapitre 014 : Atténuation de produits

A ce chapitre sont inscrites les dépenses liées :

- Au reversement du FPIC (Fonds de péréquation des recettes fiscales et intercommunales). Mis en place lors de la réforme fiscale qui a conduit à la suppression de la Taxe Professionnelle, son montant est gelé à 1 milliard d'€ en 2018, égal à celui de 2017.

Pour 2019, la contribution de la Ville de Bègles au FPIC devrait se rapprocher des **300.000 €**.

- Au reversement du FNGIR (Fonds National de Garantie des Ressources) pour un montant identique à 2018 soit **13.500 €**.
- Au versement à Bordeaux Métropole de l'Attribution de Compensation (Cf. chapitre sur les recettes) dans sa partie fonctionnement pour un montant de **1,502 M€**.

L'Attribution de Compensation :

Elle a pour objectif d'assurer la neutralité budgétaire du passage à la taxe professionnelle unique et des transferts de compétences à la fois pour l'EPCI à TPU (Taxe Professionnelle Unique), Bordeaux Métropole, et pour ses communes membres.

Depuis le processus de mutualisations et transferts de compétence, les dépenses afférentes à ces services sont désormais supportées par Bordeaux Métropole. En contrepartie, la valorisation des transferts est retenue sur l'Attribution de Compensation versée aux communes, selon des méthodes garanties par la Commission Locale des Charges Transférées (CLECT), métropolitaine.

Comme le montre le tableau page 12, la Ville de Bègles n'est plus bénéficiaire de cette attribution depuis 2017, mais contributrice auprès de Bordeaux Métropole. Suite à un amendement au projet de loi de finances rectificatif 2016 adopté par l'Assemblée Nationale, cette attribution de compensation a désormais deux composantes :

- L'AC d'investissement, valorisant la charge annuelle de renouvellement des équipements transférés
- L'AC de fonctionnement, valorisant les prestations et les charges courantes des missions transférées

Par ailleurs, à chaque fin d'exercice, le Conseil Municipal est désormais amené à voter une actualisation des attributions de compensation correspondant à la revalorisation (actée par la CLECT et applicable au 1^{er} janvier de l'exercice suivant) des Révisions de Niveaux de Service demandées par la Commune à la Métropole.

Nous retrouverons donc l'inscription des crédits inhérents à l'attribution de compensation dans sa partie « Fonctionnement » au Chapitre 014 (atténuation de produits) pour un montant de 1,502 M€ en 2019.

Au total ce chapitre est évalué à **1,813 M€ pour 2019**.

d) Chapitre 65 : Autres charges de gestion courante

Sont inscrites à ce chapitre toutes les dépenses liées aux subventions de fonctionnement versées aux associations, aux établissements publics, aux écoles privées, ainsi que les indemnités versées aux élus.

Le montant total prévisionnel de ce chapitre est de **5,170 M€** (5,024 M€ au BP2018).

Ce montant intègre notamment des montants importants de subventions en faveur des établissements publics :

- Centre Social et Culturel de l'Estey pour 0,8 M€
- CCAS pour un montant de 1,0 M€

Ainsi l'équipe municipale soutient son effort en faveur des personnes en difficulté.

L'accent est également mis sur la formation, l'insertion, et le développement durable par le biais des subventions allouées à plusieurs associations pour un montant de près de 0,6 M€.

De même, l'effort sera maintenu sur les secteurs de la petite enfance (0,6 M€) avec le subventionnement des crèches parentales mais également dans le domaine sportif (0,5 M€) et culturel (0,6 M€).

e) Chapitre 66 : Charges financières

Dans ce chapitre nous trouvons essentiellement les intérêts des emprunts de la dette échus et non échus.

Le montant prévisionnel pour l'année 2019 s'élève à **0,455 M€**, en baisse depuis 2015, la ville n'ayant pas eu recours à l'emprunt depuis 2014.

f) Chapitre 67 : Charges exceptionnelles

Il s'agit essentiellement de remboursements exceptionnels de restauration, périscolaire, piscine etc., ...

Le montant inscrit n'est qu'un montant estimatif qui peut varier au cours de l'exercice et s'élève à **12 K€**.

B. Section d'investissement

1. Les orientations en matière de dépenses d'investissement

Le montant total des dépenses réelles d'investissement au BP2019 devrait s'élever à **11,174 M€** dont :

7,252 M€ de nouveaux crédits s'articulant en 4 thématiques :

- L'acquisition de matériels et mobiliers dont le montant est évalué à **0,480 M€**, dont 0,108 M€ de matériel pour l'équipement du Chapit'Ô en matériel de restauration,
 - Les travaux dits courants évalués à **3,45 M€** dont :
 - 1,549 M€ concernent les travaux d'entretien des divers bâtiments communaux (Hôtel de Ville, écoles maternelles et primaires, piscine, salles municipales, complexes sportifs)
 - 1,899 M€ sont attribués aux travaux d'entretien des espaces publics (mobilier urbain, rénovations chaussées, travaux d'enfouissement, travaux d'éclairage public, espaces verts ainsi que la participation à EURATLANTIQUE, soit 0,453 M€)
 - Les projets et opérations estimés à **2,573 M€** qui comprennent :
 - L'opération Cité Cirque (Bât 7) pour 1,085 M€
 - Projets annuels d'extension et de création de Classe 0,25 M€ + 0,250 M€ de câblage informatique
 - Mise aux **normes** de l'école Gambetta pour 0,7 M€
 - La troisième tranche de la place de Bray pour 0,15 M€
 - L'Attribution de compensation votée en décembre 2018 à hauteur de **0,639 M€**
- Enfin, une enveloppe de **0,100 M€** est prévue pour les travaux effectués en régie.

S'ajoutent à ces dépenses d'équipement :

- les reports de dépenses d'investissement pour un montant de **2,245 M€**
- le remboursement de la dette en capital pour **1,677 M€**

2. Le budget recettes

Le montant total des recettes réelles d'investissement au BP2019 devrait s'élever à **1,875 M€**.

Elles concernent des dotations pour un montant de **1,455 M€**, dont :

- Des subventions d'équipement sur les projets des écoles pour un montant de **80 K€** de Bordeaux-Métropole,
- Le fonds de compensation de la TVA, perçu sur les investissements réalisés en N-2 pour **0,931 M€**,
- Les taxes d'aménagement et d'équipement (TLA/TE) pour un total de **0,350 M€**
- Le FDAEC (fonds département d'aide à l'équipement des communes) pour un montant de **96 K€**.

Elles concernent des cessions de foncier pour un montant de **0,420 M€**, dont :

- Le logement de la rue Gambetta
- La Morue Noire

S'ajoutent à ces recettes d'investissement :

- les reports de recettes d'investissement pour un montant total de **0,767 M€**.

a) Financement des investissements

Depuis que la Ville a procédé à la cession des actions qu'elle détenait dans le capital de la SAEMCIB en 2013, elle n'a pas eu recours à l'emprunt.

En effet cette opération lui a permis de dégager la trésorerie et une capacité d'autofinancement propre à financer ses opérations d'investissement.

La Ville n'inscrit pas d'emprunt en 2019.

III. Présentation de la vision prospective 2019-2023

A. Hypothèses en matière d'évolution des dépenses et recettes

1. Dépenses de fonctionnement

en k€ CA	2018	Δ moy ou moyenne	Evolution des dépenses de fonctionnement					Δ moy annuelle 2018/2023
			2019	2020	2021	2022	2023	
Total Charges réelles	31 433	-2,0%	32 420	33 108	33 671	34 397	35 324	+2,4%
%évolution annuelle de la sélection	-1,57%		2,72%	3,49%	2,00%	2,00%	2,46%	
Charges à caractère général	6 155	-8,3%	6 326	6 452	6 581	6 713	6 997	+2,7%
%évolution annuelle	-1,71%		2,78%	1,99%	2,00%	2,01%	4,23%	
Charges de personnel nettes des remboursements	18 066	-3,1%	18 520	19 340	19 727	20 122	20 524	+2,7%
%évolution annuelle	-2,27%		2,51%	4,43%	2,00%	2,00%	2,00%	
Autres charges de gestion courante	5 026	+4,0%	5 197	5 301	5 407	5 515	5 625	+2,4%
%évolution annuelle	1,17%		3,40%	2,00%	2,00%	2,00%	1,99%	
Atténuation de produits (*)	1 502	0%	1 502	1 502	1 502	1 502	1 502	0%
Péréquation horizontale (FNGIR & FPIC)	231	+18,0%	232	232	232	232	232	+0,1%
Autres dépenses	10	-29,0%	292	12	12	12	12	+1,7%
charges induites nouveaux équipements						150	300	
Charges d'intérêts de la dette	495	-11,1%	451	369	310	251	232	-9,3%
Travaux en régie	-52	-13,2%	-100	-100	-100	-100	-100	+8,8%

Les hypothèses retenues pour ce scénario sont une progression des dépenses sur la période de :

- +2,0% par an pour les charges à caractère général,
- +2,0% par an pour les charges de personnel,
- +2,0% par an pour les charges de gestion courante.

Elles restent à périmètre constant de mutualisation.

Les frais de fonctionnement induits pour la nouvelle école prévue en 2022 sont estimés et intégrés

Les évolutions entre 2018 et 2020 reflètent la prise en compte de la réallocation de nouvelles dépenses comme notamment la mise en œuvre du service de prévention-médiation-tranquillité, du RIFSEEP, dont les effets budgétaires ont été lissés.

La maîtrise sur le long terme de ce niveau de progression des principales dépenses suppose de poursuivre les efforts engagés dans le cadre du Pacte Citoyen Bèglais pour ajuster nos moyens à la juste satisfaction des usagers, afin de pouvoir répondre dans le même à la croissance attendue des besoins, dans un contexte de croissance démographique (de la population scolarisée, notamment).

2. Recettes de fonctionnement

Les projections de recettes ont fait l'objet de plusieurs scénarii ; le scénario retenu est une prévision de recettes prudentes. Pour 2019 :

- la croissance est portée par des recettes fiscales que l'on fait progresser de 3,8% pour tenir compte de la revalorisation surprise importante des bases par la LFI (+2,2%).

- La DGF diminuerait de 1,4 % malgré une population en progression de 493 habitants. L'écrêtement de la dotation forfaitaire surcompensant la progression de la DSU. Nous ne disposons pas à l'heure actuelle des notifications de l'Etat.

Les autres recettes enregistreraient une baisse par rapport au compte administratif 2018, intégrant un niveau prudent de droits de mutation.

		Evolution des recettes de fonctionnement					
en k€ CA	2018	2019	2020	2021	2022	2023	Δmoy annuelle 2018/2023
Total recettes réelles	36 547	37 003	37 390	37 912	37 286	37 878	+0,7%
%évolution annuelle	5,03%	1,25%	1,05%	1,40%	-1,65%	1,59%	
Contributions directes	21 638	22 460	23 022	23 597	24 140	24 743	+2,9%
%évolution annuelle	8,6%	3,8%	2,5%	2,5%	2,3%	2,5%	
Autres recettes fiscales	2 270	2 297	2 299	2 305	2 316	2 339	+0,6%
Reversements de fiscalité (*)	1 448	1 390	1 350	1 310	1 270	1 226	-3,1%
Ressources liées à la péréquation horizontale	241	241	241	241	241	241	0%
Produit des services, du domaine et ventes diverses	3 178	2 970	3 000	3 060	3 121	3 183	+0,0%
%évolution annuelle	9,5%	-6,5%	1,0%	2,0%	2,0%	2,0%	
DGF	3 182	3 137	3 069	3 015	2 964	2 912	-1,7%
%évolution annuelle	-0,5%	-1,4%	-2,2%	-1,8%	-1,7%	-1,8%	
Autres dotations et versements de l'Etat	1 037	1 037	938	913	913	913	-2,4%
Subventions et participations des partenaires	1 954	1 991	1 991	1 991	1 991	1 991	+0,4%
remboursements de frais de personnel	82	50	50	50	50	50	
Autres recettes	1 517	1 430	1 430	1 430	280	280	-16,3%
(*) Dotation de Solidarité Métropolitaine uniquement				2022: Perte de la redevance Régie d'électricité			

Au-delà de 2019, les recettes progresseraient de 1,4 à 1,5% par an :

- Contributions : progression (physique et nominale) de 2,5% par an
- Baisse de la DGF de 1,7% par an (2019 étant annoncée comme une année de pause)
- Produits des services : progression de 2% par an. Des réflexions sont en cours sur le poids de la participation des usagers dans la tarification des services publics produits..
- Reversements de fiscalité : le Pacte fiscal et Financier avec la Métropole n'étant pas remis en question, il offre une visibilité sur l'évolution de la Dotation de Solidarité Métropolitaine (DSM).
- Autres recettes fiscales : les droits de mutation sont fixés de façon dynamique et prudente à 1,4 M€ sur la période. Elles vont connaître à l'horizon 2022 une baisse significative liée à l'anticipation de la fin du régime dérogatoire relatif à la redevance de la Régie d'Electricité (1,15 M€).

3. Evolution des niveaux d'épargne

		Evolution des niveaux d'épargne					
en k€ CA	2018	2019	2020	2021	2022	2023	Δmoy annuelle 2018/2023
Total recettes réelles	36 547	37 003	37 390	37 912	37 286	37 878	+0,7%
Total dépenses réelles (hors intérêts)	-30 938	-31 969	-32 739	-33 361	-34 146	-35 092	+2,7%
<i>Reprise du déficit cumulé des Budgets Annexes</i>		-280					
Epargne de gestion	5 609	5 034	4 651	4 551	3 140	2 786	-10,1%
Charges d'intérêts de la dette	-495	-451	-369	-310	-251	-232	-10,6%
Epargne brute	5 114	4 583	4 282	4 241	2 889	2 554	-10,0%
Remboursement de la dette (*)	-1 646	-1 677	-1 380	-1 397	-1 123	-1 206	-5,3%
Epargne nette	3 468	2 906	2 902	2 844	1 766	1 348	-12,2%
(*) Remboursement de 3M€ d'emprunt in fine en 2015					2022: Perte de la redevance Régie d'électricité		

La perspective décrite dans le tableau suivant est celle d'un retour à un niveau d'épargne nette plus satisfaisant que sur la période antérieure (2014-2017), avec un taux de croissance des recettes supérieur à celui des dépenses réelles. Néanmoins, un effet « ciseau » reviendrait en fin de période avec :

- L'anticipation de la montée progressive de charges liées à la mise en service des infrastructures d'accueil d'une population scolaire en augmentation.
- La fin de la redevance de régie d'électricité en 2022 (-1,15 M€ soit 3% des recettes réelles de fonctionnement)

B. Hypothèses en matière de programmation d'investissements

Le Plan Pluriannuel d'Investissement a été actualisé sur la période 2019-2023. Il fait apparaître un besoin de financement des investissements qui sera couvert :

- Soit par le fonds de roulement disponible, alimenté annuellement par la MAC, lui-même alimenté par la vente des parts de la Ville dans la SAEMCIB jusqu'en 2021 au moins
- Soit par l'emprunt pour la fraction qui excèdera l'autofinancement

Fin des opérations prévues au PPI de l'actuel mandat:

- Réalisation du projet Chapt'Ô en 2019 pour une livraison début 2020
- un plan d'adaptation des écoles de 0,5 M€/an s'ajoutant au projet de restructuration de Gambetta pour 0,7 M€ qui sera réalisé en 2019, et le câblage informatique de toutes les écoles (0,25M€)

Investissements récurrents :

- sur les espaces publics, le patrimoine communal (immobilier et mobilier) de 3,3 M€ annuels sur la période et 3,5 M€ en 2019.
- la subvention versée annuellement à Euratlantique à hauteur de 0,453 M€
- l'Attribution de Compensation métropolitaine (ACI) pour 639 K€ en 2019, puis en progression de 30 K€ par an pour tenir compte du plan d'équipement informatique du BT7 et des écoles,
- des travaux en régie pour 100 K€/an.

Enfin, le PPI venant à son terme, celui des années 2020-2026 est actuellement à la réflexion. Suite aux études prospectives sur les écoles, l'intégration d'un groupe scolaire de 5 M€ (coût net) est déjà prévu, pour une réalisation à horizon 2021-2022. Des travaux d'extension et une autre construction seront à prévoir d'ici 2025 pour répondre aux besoins des habitants.

Il est à noter que le PPI 2014 -2020 sera réalisé à l'horizon 2020 à 90 % en dehors de l'acquisition du terrain des sœurs de la charité en raison des modifications successives du projet, comme pour celui de la sècherie Sauveroché ainsi que l'extension du cimetière (acquisition foncière réalisée.)

Le projet concernant le Musée métropolisé en 2016 doit lui aussi être affiné et phasé dans le cadre des comités de pilotage métropolitains.

Les hypothèses de recettes retenues dans le plan :

- le taux de financement (FCTVA et subventions) est estimé à 30%. La dotation de FCTVA est perçue avec un décalage de deux ans par rapport aux dépenses.
- des recettes de cessions foncières pour 1,11 M€ en 2019 et 2020.
- Le financement des investissements par la vente des parts de la ville dans la Saemcib jusqu'en 2021 au moins

Un travail est mené pour optimiser les subventions d'investissements mobilisables auprès des différents partenaires institutionnels, et poursuivre la recherche de recettes foncières au cas par cas.

Evolution du besoin de financement du Plan Pluriannuel d'Investissements :

MAJ15,02,2019							
Recettes (K€)	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
MAC (Epargne Nette)	870	3 469	2 906	2 900	2 843	1 765	1 348
Subventions:	307	319	160	0			
Dotations	1 459	1 665	1 375	1 444	1 853	1 377	1 806
Recettes foncières	2 699	1 889	420	550	0	0	0
Cours Victor Hugo	270	90					
Forum (Logévie)	994						
Maisons (Liberté,Gambetta)	0	0	150				
Maison Jean Lurçat	0	0	0	250	0	0	0
Morue Noire	0		250				
Terrains Bray	1 404	1 797					
Maison des Assocs	0			300			
Autres recettes	31	2	20				
TOTAL RECETTES REELLES (a)	4 410	3 873	1 955	1 994	1 853	1 377	1 806
Dépenses (K€)	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Opérations :	4 167	945	1 175	0	2 000	3 000	2 000
Opé.10 Jean Zay	3 688	816	0	0	0	0	0
Opé.5 BT7-Chapit'Ô	0	26	1 085				
Opé.7 Vestiaires Ht Verduc	0	103	90				
Opé.3&4 Delta Vert+Parc Ester	479	0	0	0	0	0	0
Nouveau groupe scolaire					2 000	3 000	
Investissements courants	2 941	3 338	4 352	3 753	3 753	3 753	3 753
Tvx courants bâtiments	1 275	1 426	1 599	1 500	1 500	1 500	1 500
Invests courants PDU	778	1 083	1 820	1 500	1 500	1 500	1 500
Subvention d'Equipt versée	476	492	453	453	453	453	453
Matériel et mobilier	411	336	480	300	300	300	300
Projets annuels:	199	254	1 450	500	500	500	0
Extensions écoles	198	233	250	500	500	500	
Mise aux normes Gambetta	1	0	800				
Place de Bray	0	21	150				
cablage écoles		0	250				
Travaux en régie:	0	0	0	0	0	0	0
ACI Métropole:	624	632	639	670	700	730	760
Autres (études,...):	107	38	100				
TOTAL DEPENSES RELLES (b)	8 038	5 207	7 716	4 923	6 953	7 983	6 513
Besoin de financement	-3 628	-1 334	-2 855	-2 929	-5 100	-6 606	-4 707

C. Equilibre financier prévisionnel

	Equilibre de financement prévisionnel								
en k€ CA	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
Total recettes réelles	36 547	37 003	37 390	37 912	37 286	37 878	38 491	39 123	39 775
Total dépenses réelles (hors intérêts)	-30 938	-31 969	-32 739	-33 361	-34 146	-35 092	-35 762	-36 444	-37 140
Epargne de gestion	5 609	5 034	4 651	4 551	3 140	2 786	2 729	2 679	2 635
Charges d'intérêts de la dette	-495	-451	-369	-310	-251	-232	-211	-243	-276
Epargne brute	5 114	4 583	4 282	4 241	2 889	2 554	2 518	2 436	2 359
Remboursement de la dette	-1 646	-1 677	-1 380	-1 397	-1 123	-1 206	-1 395	-1 622	-1 888
Epargne nette	3 468	2 906	2 902	2 844	1 766	1 348	1 123	814	471
Recettes d'investissement	3 873	1 955	2 337	1 853	1 377	1 806	1 807	1 808	1 808
Financement propre disponible	7 341	4 861	5 239	4 697	3 143	3 154	2 930	2 622	2 279
Dépenses d'investissement exécutées	5 207	7 716	4 923	6 953	7 983	6 513	6 514	6 515	6 515
Besoin de financement résiduel (*)	2 134	-2 855	316	-2 256	-4 840	-3 359	-3 584	-3 893	-4 236
Consommation de fonds de roulement	-2 134	2 855	-316	2 256	-4 840	-2 054	266	407	414
Emprunt	0	0	0	0	0	1 305	3 850	4 300	4 650
Capacité de désendettement (années)	2,06	1,93	1,74	1,43	1,71	1,98	2,98	4,18	5,49
(valeur fin 2017 : 5,12)									
(*) ou variation du fonds de roulement [besoin de financement net du PPI + autofinancement apporté par l'épargne nette]									

IV. Structure et gestion de l'encours de dette

La dette de la commune s'élève à 10,5 M€ fin 2018, représentant un ratio de désendettement de moins de 1,5 années d'épargne brute, à relativiser eu égard au niveau exceptionnel de l'épargne brute en 2018 du fait de la plus-value de cession, non récurrente.

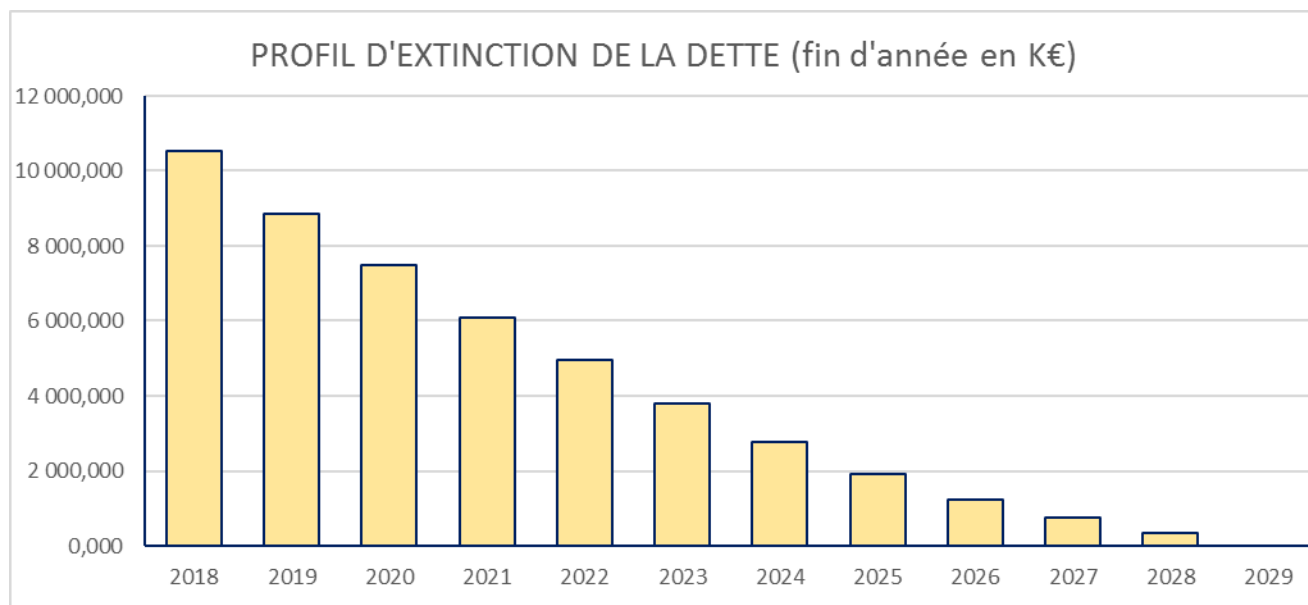
A. Profil d'amortissement de l'encours de dette actuel

En l'absence d'emprunt nouveau depuis 2014, la dette de Bègles présente un profil de dette ancienne, ce qui explique que la ville remboursera plus de capital et moins d'intérêts dans les trois prochaines années.

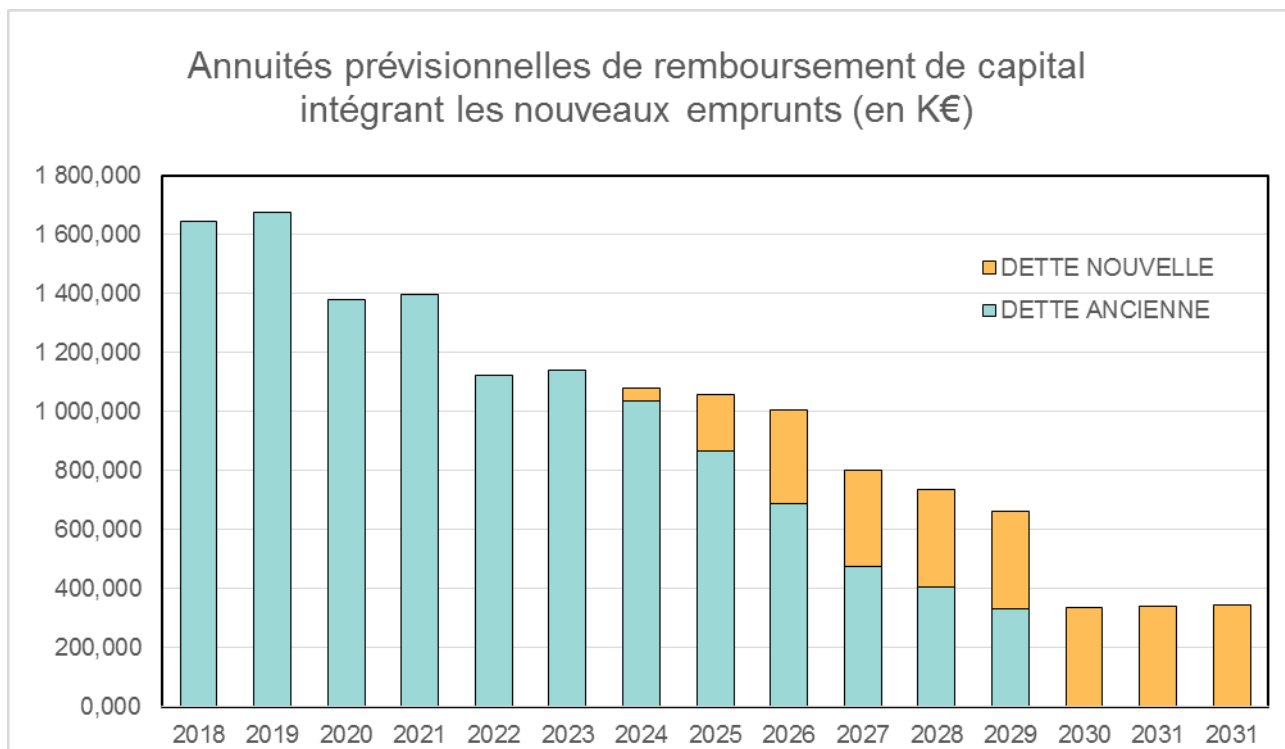
En 2020, la première tranche de l'emprunt de refinancement de la SFIL arrivera à échéance générant une réduction de l'annuité de 0,3 M€, et en 2022, l'arrivée à leur terme de 3 emprunts aboutira à un nouveau plancher autour de 1,1 M€ de remboursement annuel.

Dans le même temps, les annuités d'intérêts seront divisées par deux, allégeant d'autant l'épargne brute. Bien que le coût moyen pondéré des emprunts ressorte à 4,23%, reflet de l'ancienneté de la constitution de la dette, la progressivité de l'amortissement du capital en réduit fortement le poids en fin de période.

Corrélativement, le **profil d'extinction** de la dette, présenté ci-dessous, décroît relativement vite dans le temps : sans nouvel emprunt, la dette sera divisée par deux en quatre ans et intégralement remboursée en 2028.

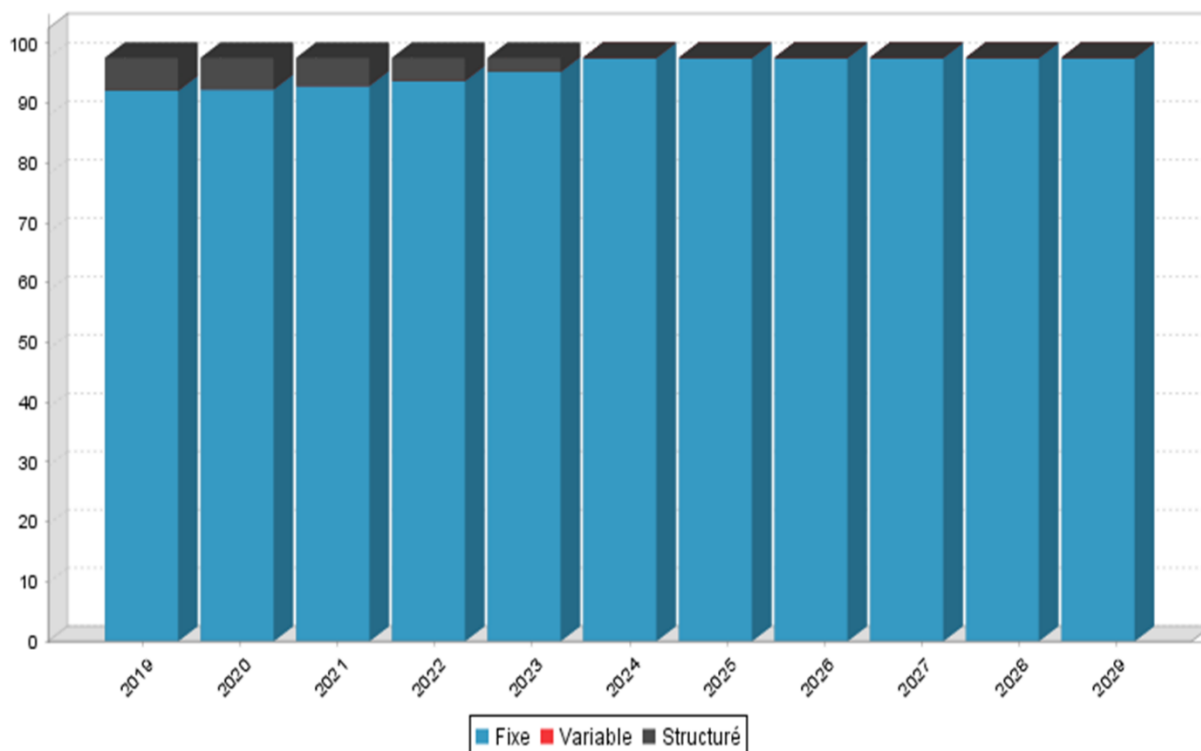


A l'horizon 2022-2023, la nécessité de renouer avec un financement par l'emprunt devrait coïncider avec l'investissement dans un nouveau groupe scolaire. Aussi, pour simuler l'impact de la dette nouvelle sur le profil actuel de remboursement de la dette, les emprunts prévisionnels figurant dans le tableau de la page 32 ont été intégrés avec des caractéristiques cohérentes avec cette opération : amortissement progressif sur 20 ans au taux de 1,5%.



B. [Composition de la dette selon les typologies d'emprunts](#)

Au 31 décembre 2018, la dette est composée à 94,3% d'emprunts à taux fixes.



C. [Orientation pour la dette en 2019](#)

Un réaménagement de la dette a été analysé en 2018 dans le cadre de l'ingénierie proposées par la Direction Ressources et Ingénierie Financière de Bordeaux Métropole (DRIF), et dans le contexte de taux historiquement bas.

L'analyse menée conjointement par la Métropole et son conseil a conclu à l'absence d'intérêt de toute opération de restructuration, en raison de l'importance des pénalités de remboursement anticipées que devrait acquitter la commune, dont la dette est constituée à 95% de taux fixes, et dont l'excédent de trésorerie permet de couvrir encore plusieurs années de besoins de financement du PPI.

Il est plutôt envisagé de recourir à l'emprunt à l'occasion des décisions d'investissement dans des infrastructures significatives du mandat suivant, comme par exemple, le prochain groupe scolaire.

V. Budget annexe « Régie des transports »

La Régie des Transports a été créée pour retracer les opérations comptables relatives aux missions de transport scolaire assurées par la commune, pour les établissements situés sur son territoire relevant de l'enseignement primaire ou secondaire.

Ces missions sont de deux ordres :

- Le trajet entre le domicile et les établissements scolaires

Depuis la délibération communautaire du 18 avril 2014, Bordeaux Métropole est autorité organisatrice de premier rang d'« un service routier régulier assurant à titre principal, la desserte des établissements scolaires ». Par convention de délégation partielle de compétence ayant pris effet à la rentrée scolaire 2015-2016, la ville de Bègles est positionnée comme autorité organisatrice de second rang.

A ce titre, Bordeaux Métropole lance les marchés de transport, et en assure le règlement intégral ; une somme résiduelle de 10% du coût de ce service est facturée à la commune, qui le compense partiellement via une tarification recouvrée auprès des usagers.

- Le transport pour les activités organisées pendant le temps scolaire

Cette mission est prise en charge par la commune qui met à disposition des établissements des moyens en termes de matériel de transport, de chauffeurs et d'organisation.

La ville recense et ordonnance les besoins des établissements scolaires, et organise le service, en gérant les ressources humaines et la disponibilité opérationnelle de plusieurs bus.

LE FONCTIONNEMENT

Les dépenses sont essentiellement composées d'une fraction de la masse salariale des chauffeurs en fonction des temps passés sur ces missions, complétée par une fraction de masse salariale d'agents des services techniques pour la maintenance des bus. Le niveau prévisible de dépenses de personnel avoisine 160.000 € annuels.

- Concernant le marché métropolitain de transport (desserte du collège Berthelot depuis le quartier Marcel Sembat)

Le coût résiduel de prestation à la charge de la ville est de l'ordre de 6.000 € annuels. Les recettes de tarification ne peuvent conventionnellement pas le compenser dans la mesure où elles n'excèdent pas 1.000 € annuellement.

- Concernant le transport pendant le temps scolaire

Les recettes sont constituées exclusivement de la subvention d'équilibre de la ville, attendu que le service est rendu gratuitement aux établissements.

Cette dernière s'est élevée à 160.000 € en 2018, 158.000 € en 2017, 164.757 € en 2016), et est prévue au niveau de 160.000 € en 2019, en équilibre de la masse salariale.

L'INVESTISSEMENT

L'excédent reporté en investissement résulte des amortissements pratiqués sur les acquisitions des matériels de transport dans les années passées.

Dans un souci d'équilibre budgétaire, une dépense du même montant sera inscrite en dépenses.

Rapport au Conseil municipal
sur les orientations budgétaires
en matière de dépenses de personnel

Budget 2019

Ville de Bègles

VI. Rapport au Conseil municipal sur les orientations budgétaires en matière de dépenses de personnel

Sommaire

Préambule	3
Première partie : STRUCTURE DES EFFECTIFS ET DES DEPENSES DE PERSONNEL	
I – STRUCTURE DES EFFECTIFS	
1 – Répartition des effectifs	5
Répartition des agents par catégorie hiérarchique	6
Répartition des agents en unités physiques et en équivalent temps plein	7
Evolution des effectifs 2017 / 2018 en ETP par statut et filière	8
2 – Temps de travail	
Répartition selon les modalités de temps de travail	8
Répartition des heures supplémentaires par filière	9
II - STRUCTURES DES DEPENSES DE PERSONNEL	10
1 – Montant des rémunérations brutes du personnel	
Rémunérations des fonctionnaires	11
Rémunérations des contractuels	12
2 - Dépenses de formation	13
3 – Dépenses d'action sociale	14
Deuxième partie : EVOLUTION DES EFFECTIFS ET DES DEPENSES DE PERSONNEL	
I – EVOLUTION DES EFFECTIFS	
1 – Départs prévisibles en 2019	16
Répartition des départs selon les secteurs d'activité	17
2 – Recrutements prévus en 2019	18
II – EVOLUTION DES DEPENSES DE PERSONNEL	19
Conclusion	21

Préambule

1. **Références :**

Loi 2015-991 du 7 août 2015 (article 107)

Décret d'application n° 2016-841 du 24 juin 2016 (article 1).

2. **Principales dispositions :**

L'article 107 de la loi du 7 août 2015 portant nouvelle organisation de la république (loi NOTRE) modifie le Code Général des Collectivités Territoriales en ajoutant une obligation d'information du Conseil Municipal en matière de dépenses de personnel.

En effet, dans les communes de plus de 10 000 habitants, le maire doit présenter un rapport qui comporte des données relatives à la structure et l'évolution des effectifs, et des dépenses de personnel. Ce rapport précise notamment l'évolution prévisionnelle et l'exécution des dépenses, des rémunérations, des avantages en nature et du temps de travail.

Le décret d'application n°2016-841 du 24 juin 2016 vient préciser le contenu de ce rapport construit en deux parties :

- La première indique la situation des effectifs et des dépenses au 31/12/2018
- La seconde porte sur les prévisions 2019 concernant ces mêmes indicateurs

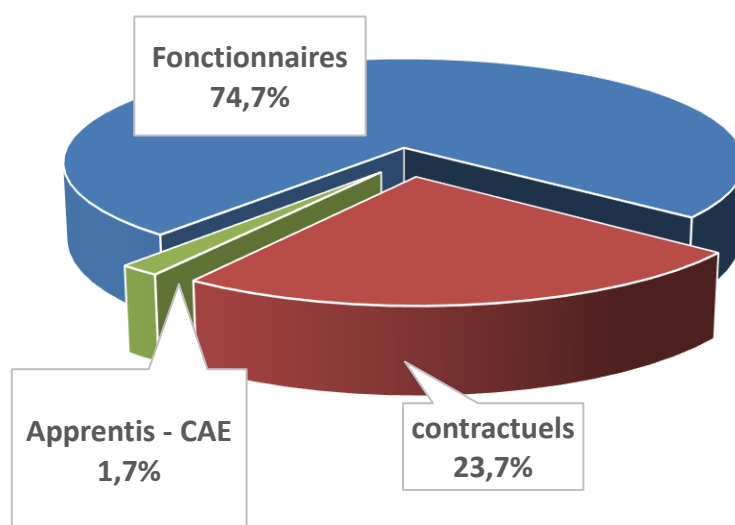
Ce document d'analyse comparée sera exposé le 7 mars 2019, lors de la séance du conseil municipal.

Première partie

STRUCTURE DES EFFECTIFS ET DES DEPENSES DE PERSONNEL

I – STRUCTURE DES EFFECTIFS

1 – Répartition des effectifs au 31/12/2018



Avec **74,7 % d'agents publics fonctionnaires**, la structure des effectifs de la ville de Bègles est nettement supérieure de celle observée au niveau national (71.7%) pour l'ensemble de l'emploi public. (Données INSEE 2016)

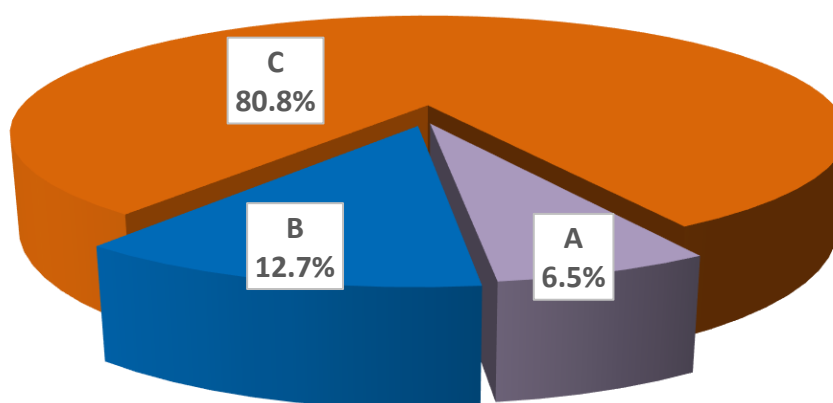
- **Répartition des agents titulaires et contractuels par catégorie hiérarchique au 31/12/2018**

Catégories	Total	%
Catégorie A	35	6,5 %
Catégorie B	69	12,7 %
Catégorie C	437	80,8 %
Total général	541	100%

Plus de 80 % du personnel relève de la catégorie C (agents d'exécution).

Ce taux est supérieur à la moyenne nationale qui est de 76.2 %

Les taux d'encadrement supérieur (A) et intermédiaire (B) sont, par voie de conséquence, inférieurs aux moyennes nationales qui sont respectivement de 9.2% et 13.9 % (Données INSEE 2016)

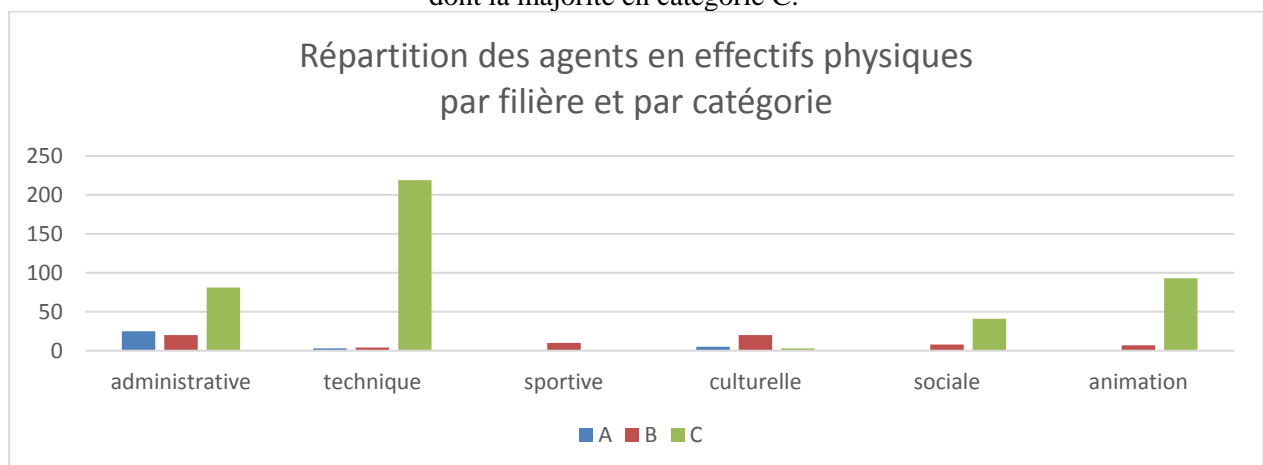


- Répartition des agents par catégorie hiérarchique et par filière au 31/12/2018

Nombre d'agents en unités physiques et en Equivalent Temps Plein

Filières	Fonctionnaires		Contractuels		Total	
	Nb	ETP	Nb	ETP	Nb	ETP
Catégorie A						
Filière administrative	20	20	5	5	25	25
Filière technique	3	3			3	3
Filière sportive	1	1			1	1
Filière culturelle	4	3,8	1	0,5	5	4,3
Filière sociale/médico-sociale	1	1			1	1
Sous total catégorie A	29	28,8	6	5,5	35	34,3
Catégorie B						
Filière administrative	18	18	2	2	20	20
Filière technique	3	3	1	1	4	4
Filière sportive	9	8,8	1	1	10	9,8
Filière culturelle	14	11,32	6	2,45	20	13,77
Filière sociale/médico-sociale	6	5,8	2	2	8	7,8
Filière animation	7	6,9			7	6,9
Sous total catégorie B	57	53,82	12	8,45	69	62,27
Catégorie C						
Filière administrative	66	64,8	15	12,7	81	77,5
Filière technique	173	172,1	46	40,9	219	213
Filière sportive						
Filière culturelle	3	3			3	3
Filière sociale/médico-sociale	35	35	6	5,6	41	40,6
Filière animation	41	39,4	52	36,9	93	76,3
Sous total catégorie C	318	314,3	119	95,5	437	409,8
TOTAL	404	396,92	137	110,05	541	506,97

La filière technique reste la plus représentée avec près de 42 % des agents, dont la majorité en catégorie C.



- **Evolution des effectifs 2017 / 2018 par statut et filière**

Filières	Fonctionnaires	Contractuels	Total
	Evol. ETP	Evol. ETP	Evol. ETP
Filière administrative	- 4,4	+4,9	+0,5
Filière technique	+ 5,1	- 4	+1,1
Filière sportive	-	-	-
Filière culturelle	+ 0,7	-2,2	-1,5
Filière sociale/médico-sociale	+ 3,3	-	+3,3
Filière animation	+ 1	+4,7	+5,8
TOTAL	+ 5,7	+3,5	+9,2

L'augmentation des effectifs s'explique essentiellement par
La variation des quotités de travail est également à prendre en compte dans cette analyse.

2 – Temps de travail

La durée effective du travail à Bègles est de 1561 heures.

- **Répartition des agents titulaires et contractuels selon les modalités de temps de travail**

Durée du travail	Titulaires			Contractuels			Total				
	F	H	F + H	F	H	F + H	F	%	H	%	F + H
Temps complet	249	129	378	72	18	90	321	68,6 %	147	31,4 %	468
Temps non complet	4	3	7	37	10	47	41	76%	13	24%	54
Temps partiel de droit	6	1	7	-	-	-	6	85,7 %	1	14,3 %	7
Temps partiel autorisé	12	-	12	-	-	-	12	100%	-	-	12
Total	271	133	404	109	28	137	380	70,2 %	161	29,8 %	541

La majorité du personnel, soit **86,5%**, travaille à temps complet.

34,3% des agents contractuels sont employés à temps non complet,
principalement dans les filières artistique et animation

- **Répartition par type des heures supplémentaires effectuées en 2018 par les agents titulaires et contractuels**

Filières	Heures supplémentaires majorées						
	à 0% (TNC)	à 25%	à 27%	à 50%	nuit	dim. ou férié	Total
Administrative	312	370	129	-	37,50	7	855,50
Technique	35,50	3362	314,25	477	461	251,75	4901,50
Sportive	-	-	-	-	-	-	-
Culturelle	207	56	32	-	-	-	295,00
Sociale / médico-sociale	206,75	406,75	-	15,75	-	-	629,25
Animation	522,25	114	2	-	66	111	815,25
Total	1283,50	4308,75	477,25	492,75	564,50	369,75	7496,50

Le total d'heures supplémentaires équivaut à **4,8 emplois à temps plein**, soit moins de 1% du temps de travail total effectif

Le nombre d'heures supplémentaires en 2018 a baissé **par rapport à celui de 2017**, en proportion de l'effectif en ETP. Cela s'explique par le fait qu'il y a eu 4 tours d'élection, soit 2384 heures au global.

Les heures supplémentaires sont effectuées **à plus de 65% par les agents de la filière technique**

- **Répartition par sexe et par statut des heures supplémentaires effectuées en 2018**

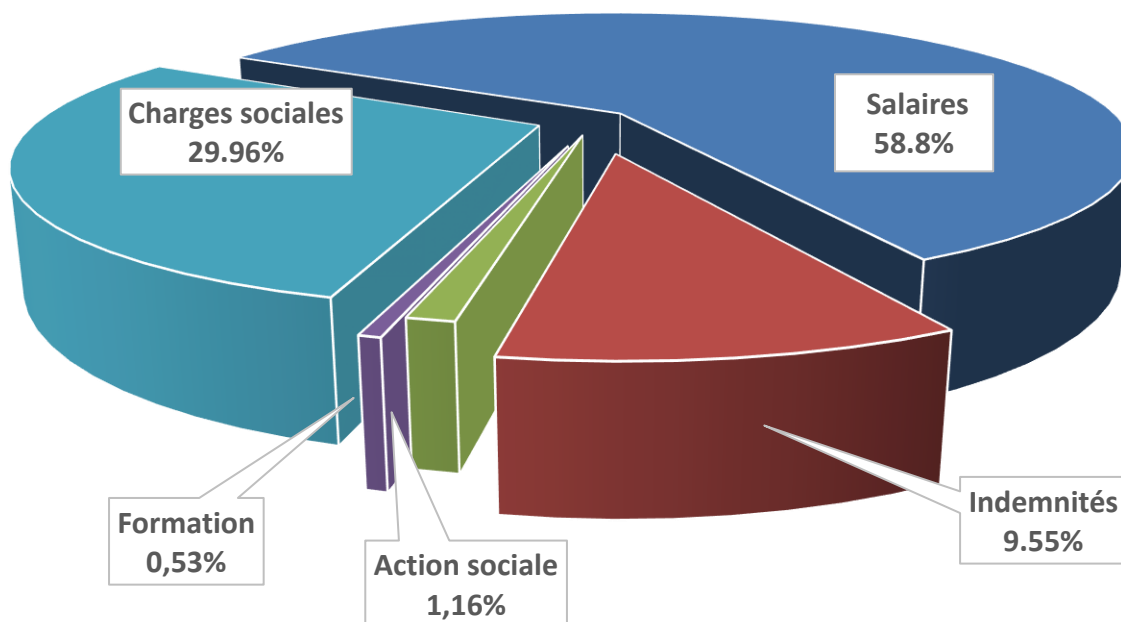
Filières	Titulaires		Contractuels		Total			
	F	H	F	H	F	H	Tous	%
Administrative	310,25	90	421	34,25	731,25	124,25	855,50	11,4%
Technique	288	1973,50	1439,50	1200,50	1727,50	3173,96	4901,46	65,4%
Sportive	-	-	-	-	-	-	-	-
Culturelle	287	8	-	-	287	8	295	3,9%
Sociale / médico-sociale	5	-	624,25	-	629,25	-	629,25	8,4%
Animation	296,50	212,25	226	80,50	522,50	292,75	815,25	10,9%
Total	1186,75	2283,75	2710,75	1315,25	3897,50	3598,96	7496,50	100%

II – STRUCTURE DES DEPENSES DE PERSONNEL EN 2018

Les dépenses de personnel de l'exercice 2018 (chapitre 012) représentent **57.68% des dépenses réelles de fonctionnement**.

Les dépenses du chapitre 012 se sont élevées à **18 065 404€** et se répartissent comme suit :

Structure des dépenses de personnel (chapitre 012)



Le poids des charges sociales a diminué par rapport à l'année 2017 en raison de la diminution de la cotisation maladie qui est passée de 11.5% à 9.88%.

D'autres dépenses de personnel, pour un montant d'environ 100 000 € sont enregistrées au chapitre 011 et sont consacrées à la médecine préventive, à la formation (hors CNFPT) et aux vêtements de travail et EPCI.

Les recettes de personnel qui apparaissent au Compte Administratif 2018 (chapitres 013, 70, 74 et 77), s'élèvent à **1 070 345 €**.

Elles sont essentiellement liées au remboursement des dépenses liées à la mise à disposition du personnel auprès du CCAS, du Centre Social et Culturel et du CREAC

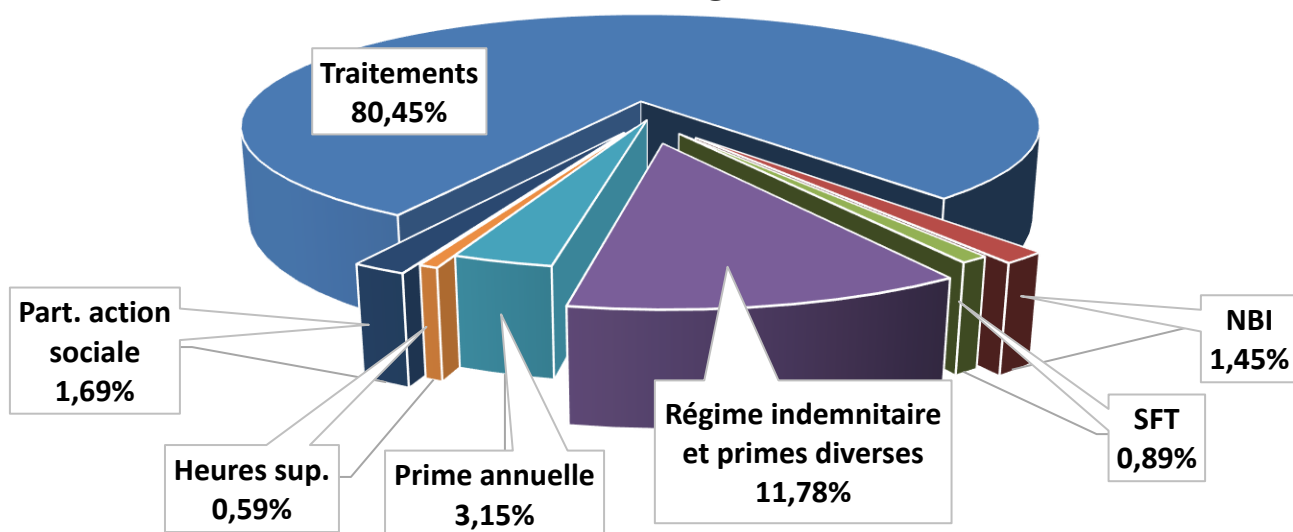
1- Montant des rémunérations brutes du personnel

Ces montants représentent les rémunérations versées à l'ensemble des agents présents en 2018.

Rémunérations des fonctionnaires								
Cat. hiérarch.	Traitements	NBI	SFT	Régime indemnitaire et primes diverses	Prime annuelle	Heures sup.	Action sociale (1)	TOTAL
A	965 669 €	28 548 €	4 439 €	233 705 €	25 318 €	-	27 548 €	1 285 228 €
B	1 252 861 €	23 023 €	13 832 €	190 996 €	43 998 €	2 880 €	21 976 €	1 549 566 €
C	6 048 679 €	97 091 €	73 310 €	785 502 €	254 535 €	57 761 €	124 129 €	7 441 008 €
Toutes catégories	8 267 209 €	148 662 €	91 581 €	1 210 204 €	323 851 €	60 641 €	173 653 €	10 275 801 €
	80,45 %	1,45 %	0,89 %	11,78 %	3,15 %	0,59 %	1,69 %	100 %

(1) Participation de l'employeur à la protection sociale complémentaire et au transport domicile-travail et primes de départ à la retraite

REMUNERATION DES FONCTIONNAIRES PAR NATURE



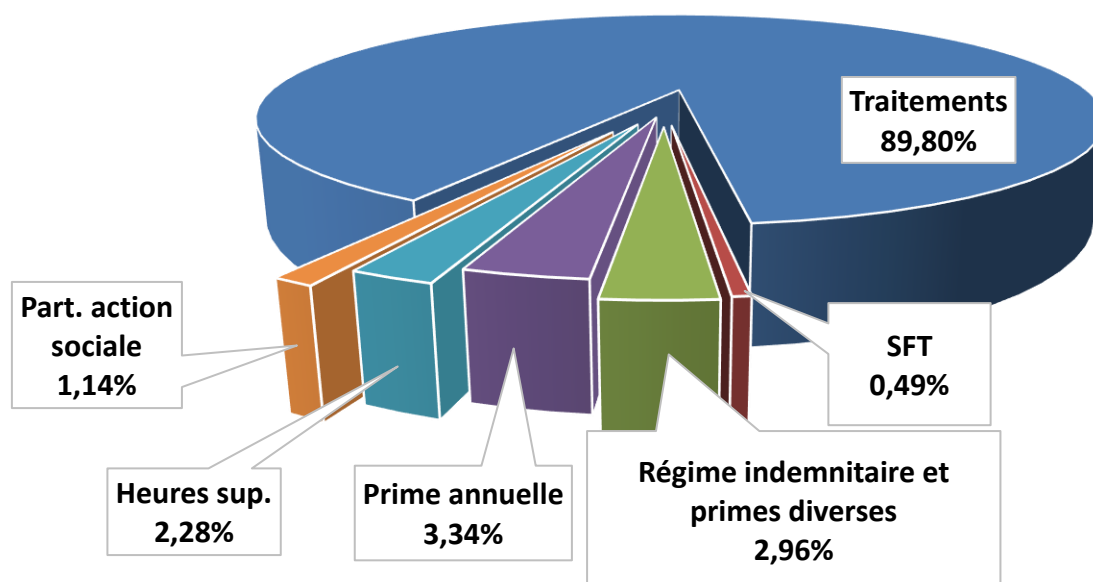
L'essentiel du montant des rémunérations est constitué **des éléments obligatoires de la rémunération** : traitement, NBI et SFT, soit **81,7%**

La part des **éléments accessoires** (les primes, les heures supplémentaires et l'action sociale) représente donc **18,3 %**.

Rémunération des contractuels							
Catégories hiérarch.	Traitements	SFT	Régime indemnitaire et primes diverses	Prime annuelle	Heures sup.	Action sociale (1)	TOTAL
A	169 573 €	3 377 €	19 040 €	3 182 €	-	11 177 €	206 350 €
B	164 080 €	1 474 €	33 619 €	5 655 €	307 €	787 €	205 922 €
C	1 704 317 €	6 207 €	14 521 €	66 928 €	51 386 €	13 812 €	1 857 173 €
Toutes catégories	2 037 970 €	11 058 €	67 180 €	75 766 €	51 693 €	25 777 €	2 269 444 €
	89,80%	0,49 %	2,96 %	3,34 %	2,28 %	1,14 %	100 %

(1) Participation de l'employeur à la protection sociale complémentaire et au transport domicile-travail et primes de départ à la retraite

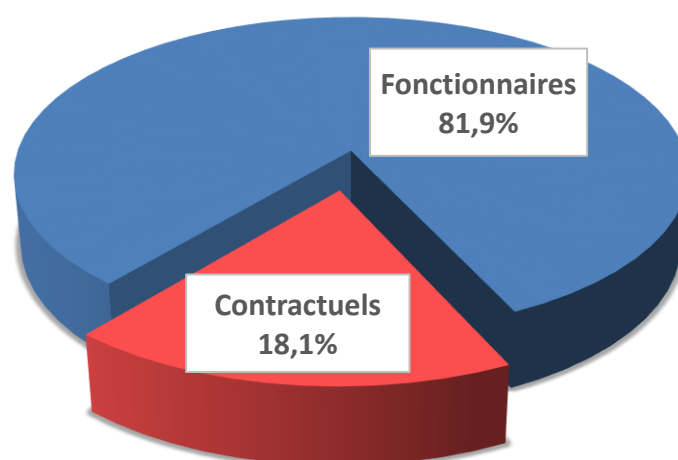
REMUNERATION DES CONTRACTUELS PAR NATURE



L'essentiel du montant des rémunérations des agents contractuels est constitué des **éléments obligatoires de la rémunération** : traitement et SFT, soit **90,3 %**.

La part des **éléments accessoires** représente **9,7 %** du montant des rémunérations.

Répartition de la rémunération par catégorie



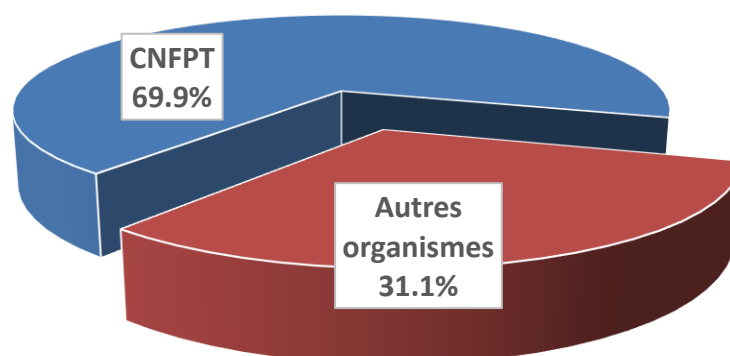
La rémunération des agents fonctionnaires représentent 81.9% de la masse salariale

2 - Dépenses de formation (fonctionnaires et contractuels)

Organismes de formation		Montant
CNFPT (cotisation annuelle obligatoire)	Chapitre 012	96 047.47 €
Autres organismes	Chapitre 011	41 265.34 €
TOTAL		137 313 €

En 2018, la Ville a consacré 41 265.34 € pour la formation de ses agents, en complément de la cotisation obligatoire au CNFPT (0.9%).

Répartition des dépenses de formation



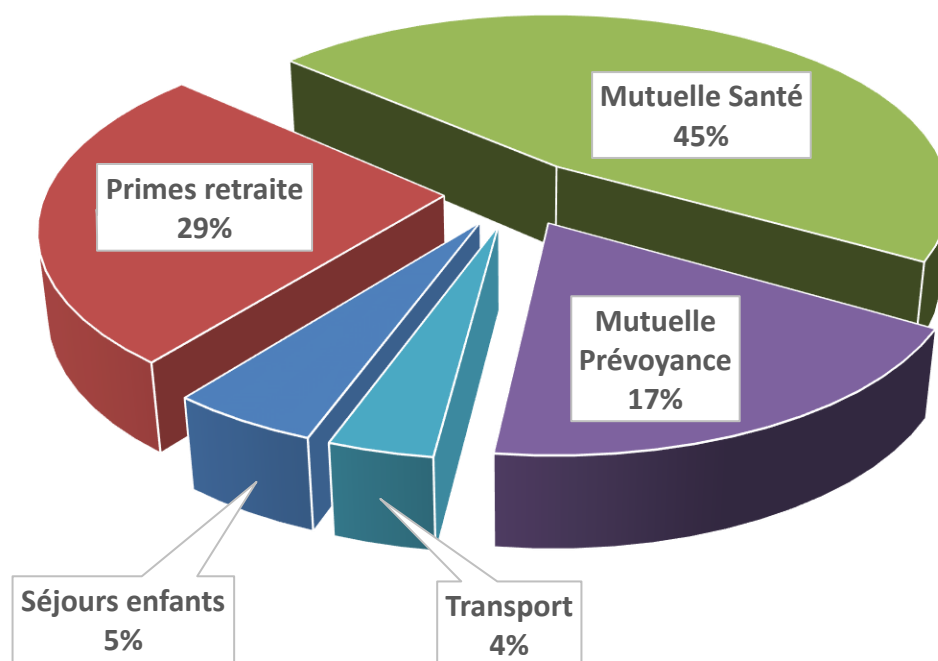
En 2018, la dépense moyenne annuelle de formation par agent est de **253.8 €**

3 - Dépenses d'action sociale (fonctionnaires et contractuels)

Action sociale 2018	Nombre d'agents concernés	Montant versé
Participation frais de séjours enfants en centre de loisirs, vacances, enfant handicapé	22	10 031.51 €
Primes retraite	15	60 401.65 €
Participation mutuelle Santé	302	95 241.67 €
Participation mutuelle Prévoyance	363	35 837.82 €
Participation transport	40	8 022.46 €
TOTAL		209 535.11 €

Le montant des éléments servis aux agents en matière d'action sociale en 2018, soit 209 535.11 €, représente **1.16 % des dépenses de personnel**.

Répartition des dépenses d'action sociale



En 2018, la dépense moyenne annuelle d'action sociale par agent s'élève à **387.3 €**

Deuxième partie

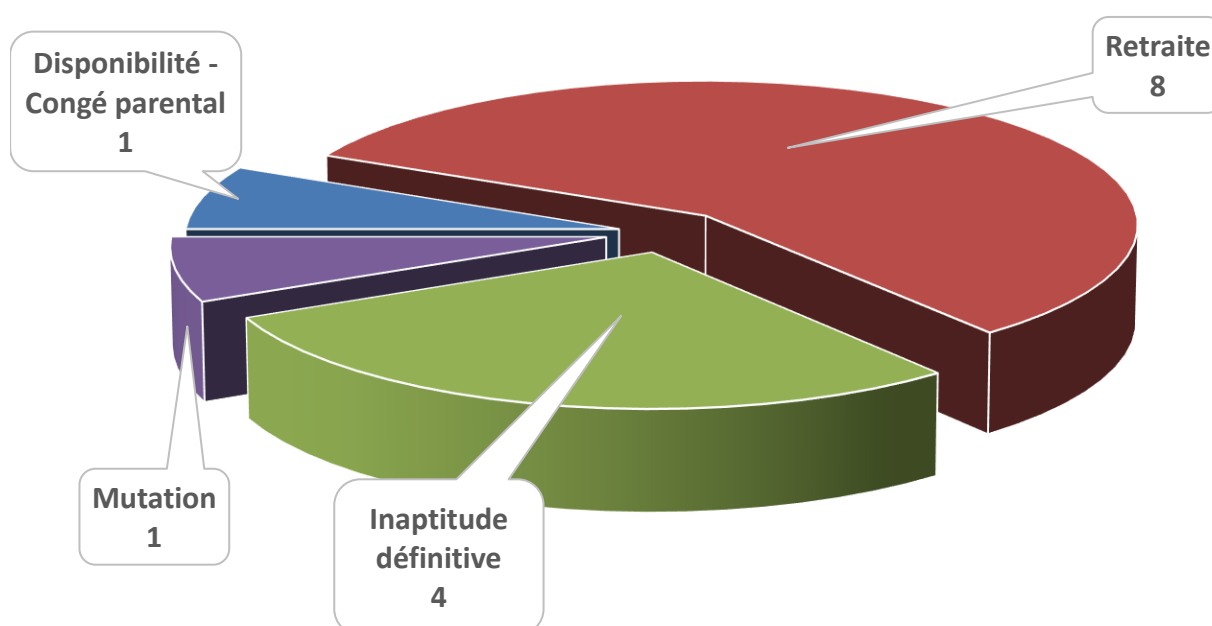
EVOLUTION DES EFFECTIFS ET DES DEPENSES DE PERSONNEL EN 2019

I – EVOLUTION DES EFFECTIFS EN 2019

- **Départs prévisibles en 2019**

Motif de départ	A	B	C	Toutes catégories
Disponibilité	0	0	1	1
Retraite	2	0	6	8
Inaptitude définitive	0	0	4	4
Mutation / Détachement	1	0	0	1
Transfert Métropole	0	0	0	0
Tous motifs	3	0	11	14

Répartition des départs prévisibles en 2019



- Répartition des départs selon le secteur d'activité

Secteur d'activité	A	B	C	Toutes catégories
Restaurant club	0	0	1	1
Pôle RH et NTIC	1	0	0	1
Bibliothèque	0	0	1	1
Cabinet	1	0	0	1
Musée	1	0	0	1
Vie associative	0	0	1	1
Ecoles maternelles	0	0	1	1
Ecoles élémentaires	0	0	3	3
Cuisine centrale	0	0	1	1
Affaires publiques	0	0	1	1
Terrains de sport	0	0	1	1
Animation CENSO	0	0	1	1
Tous secteurs	3	0	11	14

Le nombre de départs prévisibles sur l'année 2019 est de **14 agents**.

Les départs prévus ne seront pas systématiquement remplacés.

- **Recrutements prévisionnels en 2019**

- Répartition des recrutements selon le motif

Motif du recrutement	A	B	C	Toutes catégories
Création d'emploi	0	1	3	4
Vacance de poste (remplacement départ définitif)	3	0	7	10
Tous motifs	3	1	10	14

Toutefois, la création du service PMT nécessite la création d'un poste de catégorie A (CLSPD) ainsi que la création de la Police Municipale nécessite le recrutement de 4 agents.

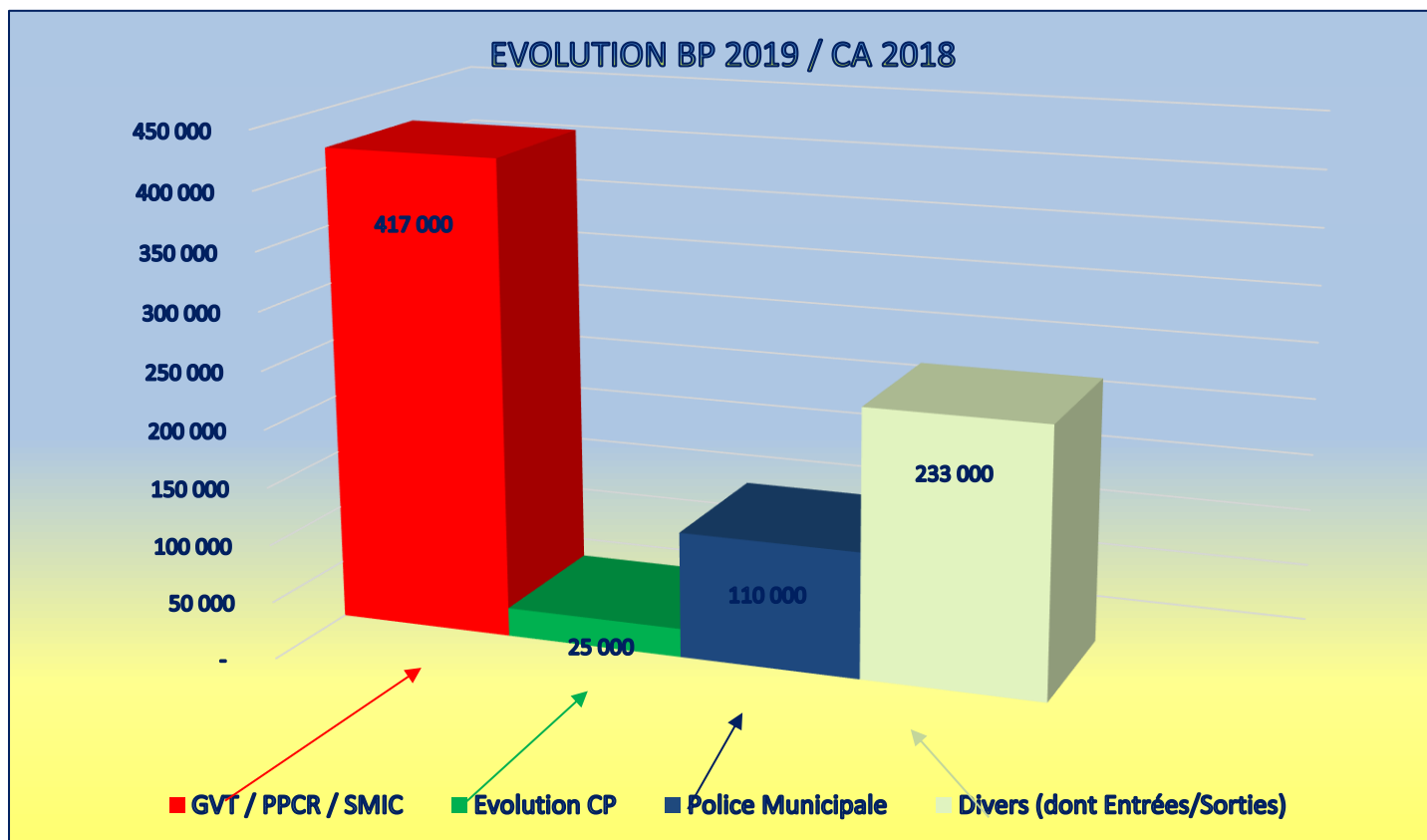
○ Répartition des recrutements selon le secteur d'activité

Secteur d'activité	A	B	C	Toutes catégories
Restaurant club	0	0	1	1
Pôle RH et NTIC	1	0	0	1
Bibliothèque	0	0	1	1
Cabinet	1	0	0	1
Musée	0	0	0	0
Police Municipale / PMT	1	1	3	5
Ecoles maternelles	0	0	0	0
Ecoles élémentaires	0	0	3	3
Cuisine centrale	0	0	0	0
Affaires publiques	0	0	1	1
Terrains de sport	0	0	0	0
Animation CENSO	0	0	1	1
Tous secteurs	3	1	10	14

II – EVOLUTION DES DEPENSES DE PERSONNEL BP 2019 / CA 2018

○ Détail des écarts BP 2019 / CA 2018

L'évolution prévue des dépenses de personnel pour 2019 s'élève à 784 596 €
soit une augmentation de 4.24 % par rapport au Compte Administratif 2018.



L'évolution des dépenses au Budget Primitif 2019 est essentiellement due à des mécanismes statutaires et à la création du service Police Municipale.

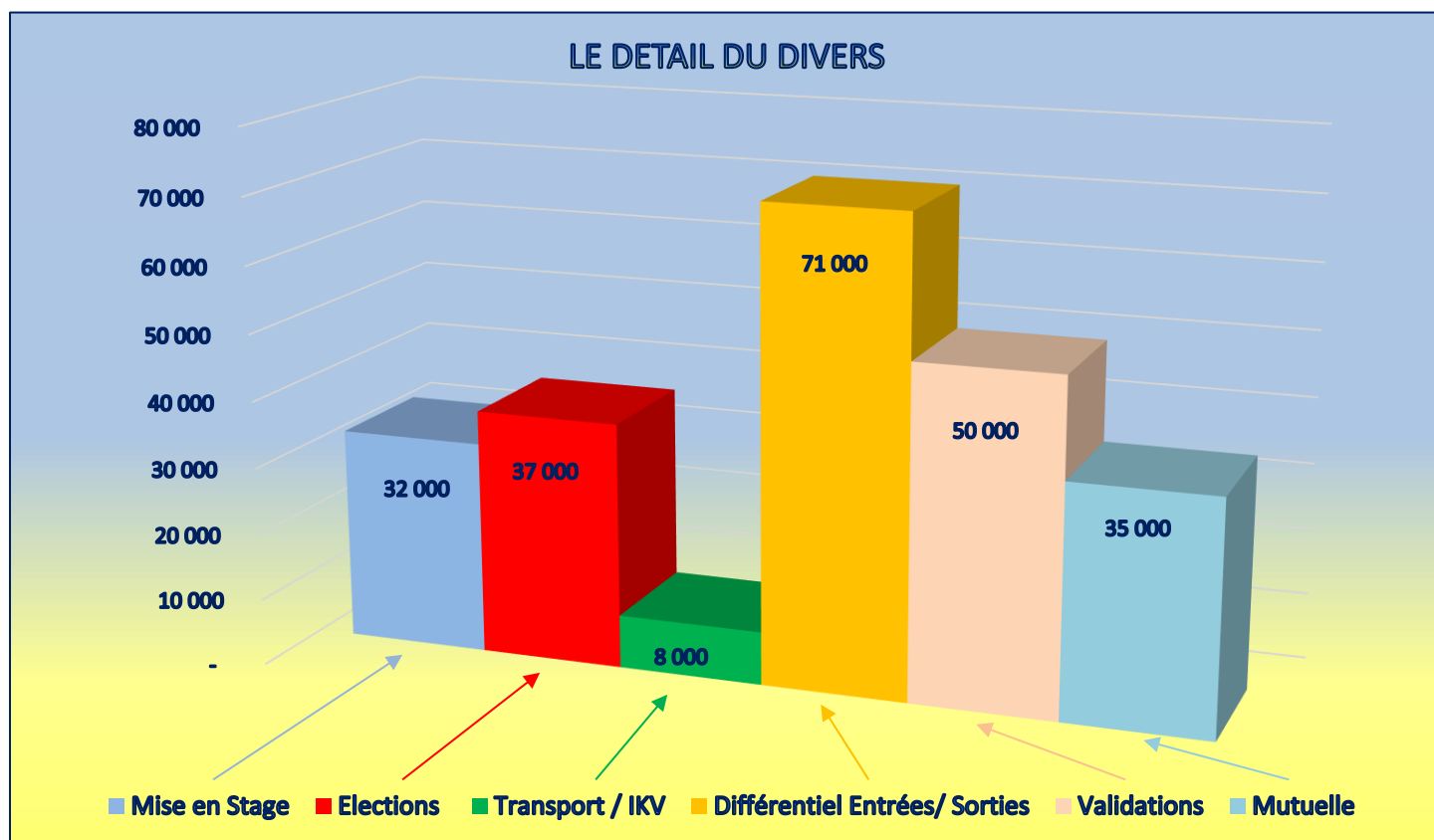
En effet, le **GVT***, le **PPCR**** et l'augmentation du SMIC représentent **417 000 €**, soit **2.21 %** des dépenses de personnel.

La création du service Police Municipale représente **0.58%** des dépenses de personnel soit **110 000€**.

* GVT : Glissement Vieillesse Technicité (avancements d'échelon, de grade, reclassements statutaires)

** PPCR : Parcours Professionnel, Carrières et Rémunérations

○ La composition du « Divers »



Le **DIVERS** représente **1.23%** des dépenses de personnel soit **233 000€**

Au 1^{er} janvier 2019, les tarifs de la **MUTUELLE** ont augmenté de 30% au même titre que le montant de la participation à hauteur de **35 000€**, soit **0.18%** des dépenses de personnel.

L'**Indemnité Kilométrique Vélo** représente **0.04%** des dépenses de personnel, soit **8 000€**.

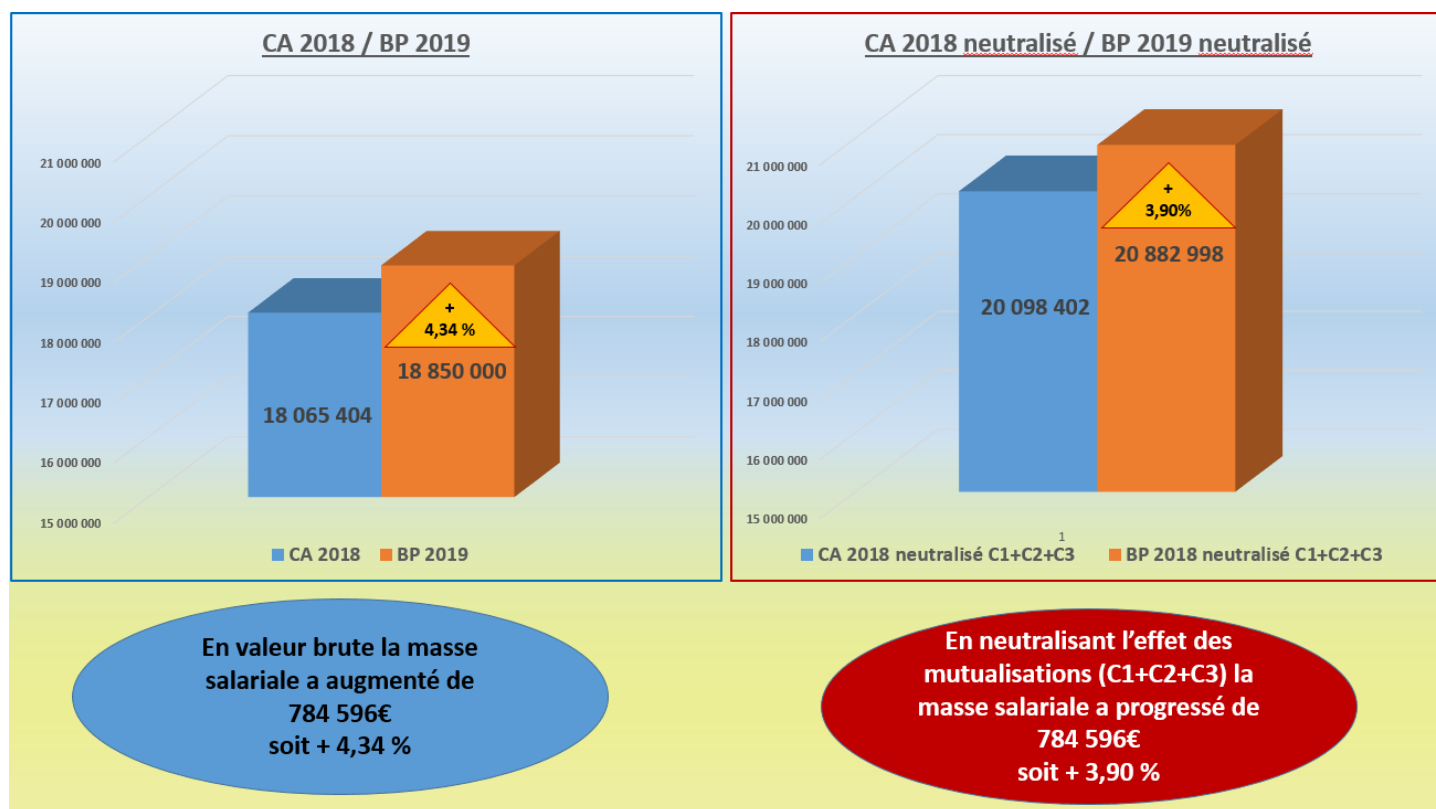
Les élections (2 tours maximum) représentent 0.19 % des dépenses de personnel, soit 37 000€

Par ailleurs, le jour de carence représente une non dépense de 33 000€ pour l'année 2018, montant repris pour le prévisionnel 2019

Par ailleurs, **le montant des recettes de personnel** qui apparait au Budget Prévisionnel 2019 (chapitres 013, 70, 74 et 77) **s'élève à 1 215 460 €** (soit 6.44 % du montant des dépenses)

Le niveau des recettes est essentiellement dû aux mises à disposition auprès du CCAS et du CENSO et du CREAC.

○ Impact des cycles de mutualisation sur le budget 2019



Pour avoir une vision réelle de la masse salariale, il convient de tenir compte des différents cycles de mutualisation.

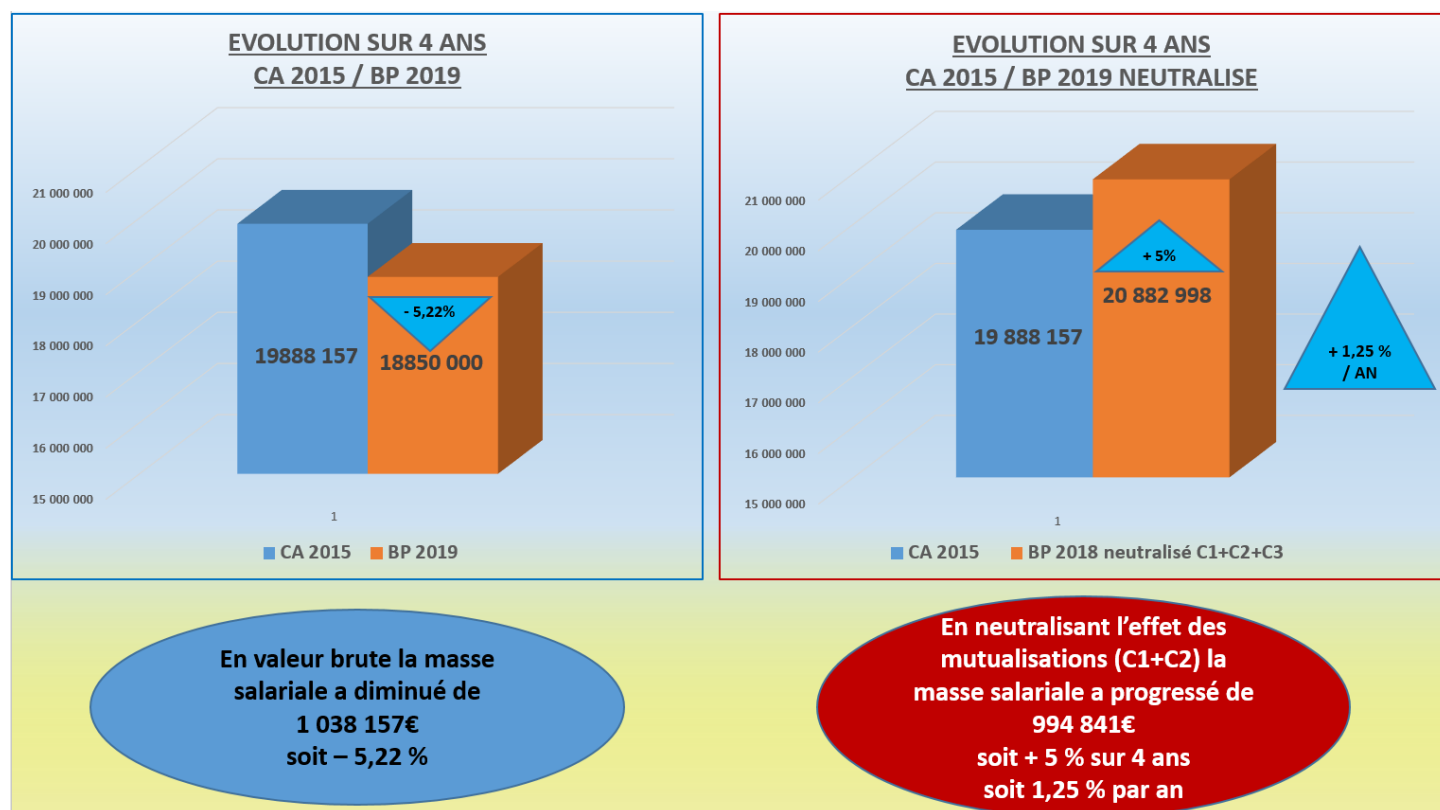
Le premier graphique représente en valeur brute les masses salariales comparées du budget 2019 et du CA 2018.

On note une augmentation de 784 596 €, soit **4.34 %** de la masse salariale correspondant au détail présenté dans le précédent graphique.

Le second graphique, quant à lui, représente les masses salariales comparées du budget 2019 et du CA 2018 en tenant compte des différents cycles de mutualisation afin de mesurer l'effort réel consenti par la collectivité en matière de dépenses de personnel.

Ainsi, dans cette configuration, on peut noter que l'augmentation de la masse salariale s'élève à 784 596 €, soit une progression de **3.90%**.

○ L'évolution des cycles de mutualisation sur le budget 2019



L'impact de la mutualisation sur la masse salariale peut s'analyser depuis le début du processus en prenant comme point de départ l'année 2015, année précédant le cycle 1 des mut

Le premier graphique représente en valeur brute les masses salariales comparées du budget 2019 et du CA 2015.

On note une diminution de 1 038 157€, soit **-5.22 %** de la masse salariale.

Le second graphique, quant à lui, représente les masses salariales comparées du budget 2019 et du CA 2015 en tenant compte des différents cycles de mutualisation afin de mesurer l'effort réel consenti par la collectivité en matière de dépenses de personnel.

Ainsi, dans cette configuration, on peut noter que l'augmentation de la masse salariale s'élève à 994 841 €, soit une progression de **5%** sur 4 ans et **1.25% par an**.

Conclusion :

Le BP 2019 (18 850 000 €) apparaît en augmentation par rapport au CA 2018 (18 065 444 €) de 784 596 €, soit une **hausse de 4.24 %**.

Cette progression est essentiellement due aux mesures gouvernementales (PPCR, GVT soit 2.21%) et à la création du service PMT en année pleine et la création de la Police Municipale pour partie de l'année 2019.

Néanmoins, il est intéressant d'examiner le BP 2019 en neutralisant le montant correspondant au transfert de personnel à Bordeaux Métropole, dans le cadre du cycle 3, afin d'avoir une vision des dépenses à périmètre constant.

Dans cette configuration les dépenses de personnel au BP 2019 augmentent de 784 596 € soit une **hausse de 3.90 %**.

Au- delà du constat sur l'évolution 2018/2019, il apparaît que l'évolution de la masse salariale est relativement maitrisée depuis 2016, point de départ de la mutualisation.

En effet, si l'on considère l'évolution à compter du CA 2015, la masse salariale a diminué, en valeur brute, de 1 038 157€, soit -5.22%

Toutefois, si l'on neutralise l'effet des mutualisations, la masse salariale a progressé de 994 841€, soit 5% sur 4 ans, ce qui représente 1.25% par an.